

CONVENTION DE LA BAIE JAMES ET DU NORD QUÉBÉCOIS

CONVENTION COMPLÉMENTAIRE N° I

CONVENTION DE LA BAIE JAMES ET DU NORD QUÉBÉCOIS

TEXTE FRANÇAIS DE LA CONVENTION

CONVENTION COMPLÉMENTAIRE N° 1

Le GRAND COUNCIL OF THE CREES (OF QUÉBEC), corporation dûment constituée, agissant en son nom, au nom des Cris de la Baie James et au nom des bandes crie de Fort George, Old Factory, Eastmain, Rupert House, Waswanipi, Mistassini, Nemaska et Great Whale River, et représenté par les fondés de pouvoir soussignés,

et

La NORTHERN QUÉBEC INUIT ASSOCIATION, corporation dûment constituée, agissant en son nom, au nom des Inuit du Québec et des Inuit de Port Burwell, et représentée par les fondés de pouvoir soussignés,

et

Le GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (ci-après désigné sous le nom de "Québec"), représenté par le ministre des Affaires inter-gouvernementales, l'Honorable Claude Morin et par le ministre des Richesses naturelles, l'Honorable Yves Bérubé, agissant aux présentes au nom du Québec,

et

La SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE DE LA BAIE JAMES, corporation dûment constituée dont le siège social est à Montréal, Québec, représentée par Robert A. Boyd, Président, agissant aux présentes au nom de ladite corporation,

et

La SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES, corporation dûment constituée dont le siège social est à Montréal, Québec, représentée par Charles Boulva, Président, agissant aux présentes au nom de ladite corporation,

et

La COMMISSION HYDROÉLECTRIQUE DE QUÉBEC (HYDRO-QUÉBEC), corporation dûment constituée dont le siège social est à Montréal, Québec, représentée par Robert A. Boyd, Président, agissant aux présentes au nom de ladite corporation,

et

Le GOUVERNEMENT DU CANADA, (ci-après désigné sous le nom de "Canada"), représenté par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, l'Honorable J. Hugh Faulkner, agissant aux présentes au nom du Canada.

CONSIDÉRANT:

- que les parties aux présentes ont signé une convention le 11 novembre 1975, l'ont modifiée le 12 décembre 1975 et qu'ainsi modifiée, cette convention est désignée aux présentes sous le nom de "Convention de la Baie James et du Nord québécois";

- que les parties aux présentes s'engagent à conclure dès la signature des présentes, avec les membres de la bande des Naskapis de Schefferville, ladite bande et les Naskapi du Québec, la convention qui prendra le nom de "Convention du Nord-Est québécois";

- que les parties aux présentes sont désireuses de modifier la Convention de la Baie James et du Nord québécois dans la forme prévue ci-après.

En conséquence, les parties sont convenues des dispositions suivantes:

1. Aux fins de la présente Convention, ci-après désignée "Convention complémentaire n° 1", l'expression "Naskapi du Québec" s'entend des personnes définies à l'article 1.8 du chapitre 1 de la Convention du Nord-Est québécois.
2. Les parties aux présentes modifient les chapitres 1, 22, 23 et 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, tel qu'il est spécifié respectivement aux annexes 1, 2, 3 et 4 des présentes et qui en font partie intégrante.
3. Les parties aux présentes reconnaissent que lesdits amendements apportés aux chapitres 23 et 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois sont stipulés au profit des Naskapi du Québec.
4. Les parties aux présentes reconnaissent de plus que lesdits amendements aux chapitres 1, 22, 23 et 24 de la

Convention de la Baie James et du Nord québécois sont faits pour permettre la signature de la Convention du Nord-Est québécois et son application.

5. Le Québec et le Canada prennent respectivement, dans le plus bref délai, les dispositions nécessaires pour que soient déposés auprès de l'Assemblée nationale, la proclamation et auprès du Parlement, l'arrêté en conseil pour approuver et déclarer valide la Convention complémentaire n° 1 et lui donner effet.
  
6. A l'exception des articles 1, 5 et 6 des présentes, les parties aux présentes ne sont pas liées par la Convention complémentaire n° 1 et cette dernière est sans effet tant et aussi longtemps que ne sont pas entrés en vigueur la proclamation et l'arrêté en conseil prévus à l'article 5 des présentes. Les amendements prévus à l'article 2 des présentes sont suspendus jusqu'à l'entrée en vigueur de la Convention du Nord-Est québécois, et advenant que cette dernière n'entre pas en vigueur conformément à ses dispositions, lesdits amendements sont nuls et sans effet.

CONVENTION DE LA BAIE JAMES ET DU NORD QUÉBÉCOIS

ANNEXE 1

AMENDEMENTS AU CHAPITRE 1

1. L'article 1.6 du chapitre 1 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois est amendé et remplacé par l'article suivant:

1.6 "catégorie III", les terres du Territoire autres que:

catégories I, IA, IB, IB-spéciales et spéciales  
catégorie I,

catégorie II,

les terres de la catégorie I-N qui comprennent les terres de la catégorie IA-N et les terres de la catégorie IB-N telles que prévues à la Convention du Nord-Est québécois, et

les terres de la catégorie II-N, soit les terres prévues pour être utilisées par les Naskapi à l'alinéa 7.2.1, pouvant être utilisées comme telles par les Naskapi telles que prévues à la Convention du Nord-Est québécois.

2. Le chapitre 1 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois est amendé en y ajoutant l'article suivant:

1.17 "Convention de la Baie James et du Nord québécois", la présente Convention.

3. Le chapitre 1 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois est amendé en y ajoutant l'article suivant:

1.18 "Convention du Nord-Est québécois", la convention entre la bande des Naskapis de Schefferville et ses membres, le Gouvernement du Québec, la Société d'énergie de la Baie James; la Société de développement de la Baie James, la Commission hydroélectrique de Québec (Hydro-Québec), le Grand Council of the Crees (of Québec), la Northern Québec Inuit Association et le Gouvernement du Canada, datée du 31 janvier 1978.

CONVENTION DE LA BAIE JAMES ET DU NORD QUÉBÉCOIS

ANNEXE 2

AMENDEMENT AU CHAPITRE 22



1. L'alinéa 22.3.2 du chapitre 22 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois est amendé et remplacé par l'alinéa suivant:

22.3.2 Le Comité consultatif est composé de treize (13) membres. L'Administration régionale crie, le Québec et le Canada nomment chacun quatre (4) membres. Le président du comité conjoint - chasse, pêche et trappage institué en vertu du chapitre 24 et conformément à ses dispositions est nommé membre d'office, sauf lorsque ledit président est choisi parmi les membres nommés par la partie autochtone inuit. Dans ce cas, le deuxième vice-président est membre d'office.

CONVENTION DE LA BAIE JAMES ET DU NORD QUÉBÉCOIS

ANNEXE 3

AMENDEMENTS AU CHAPITRE 23

1. L'article 23.1 du chapitre 23 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois est amendé en y ajoutant les alinéas suivants:

23.1.9 "Naskapi" ou "Naskapi du Québec", toute personne définie à l'article 1.8 de la Convention du Nord-Est québécois.

23.1.10 "Convention du Nord-Est québécois", la convention entre la bande des Naskapis de Schefferville et ses membres, le Gouvernement du Québec, la Société d'énergie de la Baie James, la Société de développement de la Baie James, la Commission hydroélectrique de Québec (Hydro-Québec), le Grand Council of the Crees (of Québec), la Northern Québec Inuit Association et le Gouvernement du Canada, datée du 31 janvier 1978 telle qu'elle est amendée de temps à autre.

23.1.11 "Administration locale naskapi", la corporation constituée en vertu du chapitre 8 de la Convention du Nord-Est québécois.

23.1.12 "partie autochtone naskapi", le conseil de la bande des Naskapis de Schefferville jusqu'à la création de la corporation à qui les terres de la catégorie IB-N sont accordées en vertu du chapitre 5 de la Convention du Nord-Est québécois et, par la suite, ladite corporation ou son successeur.

2. L'alinéa 23.2.2 du chapitre 23 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois est amendé en ajoutant le sous-alinéa g) suivant:

g) la protection des droits et garanties des Naskapi du Québec établis en vertu du régime de chasse, de pêche et de trappage dont il est question à l'alinéa 15.2.1 de la Convention du Nord-Est québécois et conformément à ses dispositions.

3. Les alinéas 23.3.3, 23.3.14, 23.3.20, 23.3.21, 23.3.22, 23.4.2, 23.4.12, 23.7.5 et 23.7.10 du chapitre 23 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois sont amendés et remplacés par les alinéas suivants:

23.3.3 La CQE se compose de neuf (9) membres. L'Administration régionale Kativik mentionnée au chapitre 13 (ci-après désignée "l'Administration régionale") nomme quatre (4) membres dont au moins deux (2) sont soit des Inuit résidant dans la Région, soit un Inuk résidant dans la Région et un Naskapi résidant dans la Région ou dans les terres de la catégorie IA-N, ou leurs représentants dûment autorisés, et le Québec nomme quatre (4) membres.

En outre, le Québec nomme un président qui devra être acceptable à l'Administration régionale. Chacun des membres a une (1) voix sauf le président qui ne vote qu'en cas d'égalité des voix.

23.3.14 Tous les développements qui ne sont pas soumis aux dispositions des alinéas 23.3.12 et 23.3.13 sont examinés par la CQE qui détermine si oui ou non ils sont assujettis au processus d'évaluation et d'examen et, à cet égard, la décision de la CQE est finale, sous réserve des dispositions de l'alinéa 23.3.24. Si, au moment de l'examen, aucun Naskapi ou aucun représentant dûment autorisé des Naskapi n'est membre de la CQE, celle-ci consulte l'Administration locale naskapi avant de décider de ne pas soumettre au processus d'évaluation et d'examen un projet de développement dans les terres de la catégorie IB-N ou dans les terres de la catégorie II-N en lui soumettant, pour commentaire, la documentation et les renseignements pertinents du projet de développement, dans les plus brefs délais; dans le cas où la CQE décide d'assujettir un projet de développement au processus d'évaluation et d'examen, elle en informe l'Administration locale naskapi. La consultation permet à l'Administration locale naskapi de faire ses recommandations à la CQE et ce, au plus tard vingt (20) jours après avoir reçu d'elle la documentation et les renseignements pertinents concernant le projet de développement. Si l'Administration locale naskapi ne soumet pas ses recommandations à la CQE dans le délai prescrit, ou dès que celles-ci sont soumises avant l'expiration de ce délai, la CQE peut alors prendre une décision.

23.3.20 La CQE décide, en tenant compte des principes directeurs énumérés ci-dessus, s'il faut ou non autoriser la mise en oeuvre d'un développement par l'administrateur du Québec et établit les conditions, s'il y en a, qui doivent accompagner l'approbation ou le refus. Si aucun Naskapi ou aucun représentant dûment autorisé des Naskapi n'est membre de la CQE au moment de prendre cette décision, la CQE doit remettre avec diligence à l'Administration locale naskapi, copie du rapport des répercussions afin de consulter ladite Administration locale naskapi avant de rendre sa décision, conformément au présent alinéa, pour ce qui est d'un projet de développement dans les terres de la catégorie IB-N ou dans les terres de la catégorie II-N. La consultation permet à l'Administration locale naskapi de présenter ses commentaires à la CQE et ce, au plus tard trente (30) jours après avoir reçu d'elle le rapport des répercussions concernant le projet de développement, que l'administrateur du Québec a jugé satisfaisant conformément à l'alinéa 23.3.18. La CQE peut prolonger le délai si la nature ou l'ampleur du développement le justifie et si ceci n'empêche pas la CQE de rendre sa décision dans les périodes prévues à l'alinéa 23.3.25. Néanmoins, si l'Administration locale naskapi ne fait pas ses recommandations dans le délai prescrit, ou dès que celles-ci sont soumises avant l'expiration de ce délai, la CQE peut alors prendre une décision.

23.3.21 La décision de la CQE prise conformément aux dispositions de l'alinéa 23.3.20 est transmise au ministre du Québec, à l'administrateur du Québec, de même qu'à l'Administration locale naskapi, dans le cas où aucun Naskapi ou aucun représentant dûment autorisé des Naskapi n'est membre de la CQE au moment de la décision concernant un projet de développement dans les terres de la catégorie IB-N ou dans les terres de la catégorie II-N. S'il accepte la décision de la CQE, l'administrateur du Québec est chargé de la mettre en application. S'il n'accepte pas la décision de la CQE, l'administrateur du Québec ne peut la modifier, la changer ou prendre une autre décision qu'à la condition d'avoir obtenu le consentement préalable du ministre du Québec.

23.3.22 La décision finale de l'administrateur du Québec, prise conformément à l'alinéa 23.3.21, doit être communiquée au promoteur, à la CQE, au ministre du Québec, au représentant approprié de l'Administration régionale, de même qu'à l'Administration locale naskapi dans le cas où aucun Naskapi ou aucun représentant autorisé des Naskapi n'est membre de la CQE au moment de la décision concernant un projet de développement dans les terres de la catégorie IB-N ou dans les terres de la catégorie II-N.

23.4.2 Il est établi un Comité de sélection (ci-après désigné "le Comité de sélection"), organisme consultatif soumis au contrôle administratif du Comité fédéral d'examen mentionné à l'alinéa 23.4.11. Le Comité de sélection se compose de quatre (4) membres. Le Canada et l'Administration régionale nomment chacun deux (2) membres; ces derniers doivent être des autochtones ou un autochtone et un Naskapi ou leurs représentants autorisés. Si ni l'un ni l'autre membre nommé par l'Administration régionale est un Naskapi ou un représentant autorisé des Naskapi, l'Administration régionale nomme un membre suppléant proposé par l'Administration locale naskapi, qui sera réputé membre du Comité de sélection seulement dans les circonstances prévues ci-après.

Dans le cas où aucun Naskapi ou aucun représentant autorisé des Naskapi n'est membre du Comité de sélection, le membre suppléant remplace un des membres du Comité de sélection nommés par l'Administration régionale chaque fois qu'un développement ou qu'un projet de développement, dans les terres de la catégorie IB-N ou dans les terres de la catégorie II-N, est examiné. Dans ce cas, le membre suppléant est réputé membre du Comité de sélection pour tout ce qui a trait à l'examen d'un tel développement ou projet de développement.

La rémunération de chacun des membres est versée par l'organisme qui le nomme.

23.4.12 Le Comité fédéral d'examen est formé de trois (3) membres nommés par le Canada et deux (2) membres nommés par l'Administration régionale; ces derniers

doivent être des autochtones ou un autochtone et un Naskapi ou leurs représentants autorisés. Le président est nommé par le Canada.

Dans le cas où aucun des membres nommés par l'Administration régionale n'est un Naskapi ou un représentant autorisé des Naskapi, l'Administration régionale nomme une personne proposée par l'Administration locale naskapi qui agit en qualité de membre suppléant du Comité fédéral d'examen. Cette personne est réputée être membre du Comité fédéral d'examen seulement dans les circonstances prévues ci-après.

Dans le cas où aucun Naskapi ou aucun représentant autorisé des Naskapi n'est membre du Comité fédéral d'examen, ledit membre suppléant remplace un des membres du Comité fédéral d'examen nommés par l'Administration régionale chaque fois qu'un développement ou qu'un projet de développement dans les terres de la catégorie IB-N ou dans les terres de la catégorie II-N est examiné. Dans ce cas, le membre suppléant est réputé, aux fins du comité fédéral d'examen, être membre de ce comité pour tout ce qui a trait à l'examen d'un tel développement ou projet de développement.

Le nombre de membres du Comité fédéral d'examen peut être modifié en tout temps à la discrétion de l'administrateur fédéral, pourvu que l'équilibre entre le nombre de représentants du Canada et de l'Administration régionale soit maintenu.

Le Comité fédéral d'examen est doté d'un personnel suffisant pour remplir ses fonctions; ce personnel est fourni et rémunéré par le Canada. La rémunération d'un membre du Comité fédéral d'examen et ses frais sont à la charge de l'organisme qui le nomme. Cependant, les frais des membres nommés par l'Administration régionale ou de leurs représentants autorisés audit comité sont à la charge du secrétariat du Comité consultatif mentionné dans le présent chapitre.

23.7.5 Le Canada et le Québec peuvent de consentement mutuel combiner les deux (2) processus d'examen des répercussions de la Commission de la qualité de l'environnement et du Comité fédéral d'examen dont fait état le présent

chapitre, pourvu que cette combinaison ne porte atteinte ni aux droits et garanties en faveur des Inuit et des autres habitants de la Région accordés conformément aux dispositions du présent chapitre, ni aux droits et garanties, en faveur des Naskapi, prévus au sous-alinéa 23.2.2 g) et aux alinéas 23.3.3, 23.3.14, 23.3.20, 23.3.21, 23.3.22, 23.4.2, 23.4.12, 23.7.5 et 23.7.10.

- 23.7.10 Les dispositions du présent chapitre ne peuvent être amendées qu'avec le consentement du Canada et de la partie autochtone intéressée pour les matières relevant de la compétence fédérale et qu'avec le consentement du Québec et de la partie autochtone intéressée pour les matières relevant de la compétence provinciale. Néanmoins, le consentement de la partie autochtone naskapi doit être obtenu avant d'amender le sous-alinéa 23.2.2 g) et les alinéas 23.1.9, 23.1.10, 23.1.11, 23.1.12, 23.3.3, 23.3.14, 23.3.20, 23.3.21, 23.3.22, 23.4.2, 23.4.12, 23.7.5 et 23.7.10. Ce consentement de la partie autochtone naskapi sera donné par écrit aux parties susmentionnées.

Les lois adoptées pour mettre en vigueur les dispositions du présent chapitre peuvent être modifiées en tout temps par l'Assemblée nationale du Québec pour les matières relevant de la compétence provinciale et par le Parlement pour les matières relevant de la compétence fédérale.



CONVENTION DE LA BAIE JAMES ET DU NORD QUÉBÉCOIS

ANNEXE 4

AMENDEMENTS AU CHAPITRE 24

1. L'article 24.1 du chapitre 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois est amendé en ajoutant l'alinéa suivant:

24.1.31 "Naskapi" ou "Naskapi du Québec", une personne comme le définit l'article 1.8 de la Convention du Nord-Est québécois.

2. L'article 24.1 du chapitre 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois est amendé en ajoutant l'alinéa suivant:

24.1.32 "partie autochtone naskapi", la bande des Naskapis de Schefferville, représentée par son conseil, jusqu'à la création de la corporation à laquelle les terres de la catégorie IB-N seront accordées en vertu du chapitre 5 de la Convention du Nord-Est québécois et, par la suite, ladite corporation ou son successeur.

3. L'article 24.1 du chapitre 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois est amendé en ajoutant l'alinéa suivant:

24.1.33 "Convention du Nord-Est québécois", la convention entre la bande des Naskapis de Schefferville et ses membres, le Gouvernement du Québec, la Société d'énergie de la Baie James, la Société de développement de la Baie James, la Commission hydro-électrique de Québec (Hydro-Québec), le Grand Council of the Crees (of Québec), la Northern Québec Inuit Association et le Gouvernement du Canada, datée du 31 janvier 1978, telle qu'elle est amendée de temps à autre.

4. L'article 24.1 du chapitre 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois est amendé en ajoutant l'alinéa suivant:

24.1.34 "secteur naskapi", la partie du Territoire délimitée sur la carte constituant l'annexe 4 du présent chapitre.

5. L'alinéa 24.3.32 du chapitre 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois est amendé et remplacé par l'alinéa suivant:

24.3.32 Aux fins du présent chapitre seulement, les terres du Territoire sont classées comme il suit:

a) Catégorie I:

sous réserve des dispositions du présent chapitre, les terres décrites aux chapitres 5 et 7, complètement et exclusivement contrôlées par les Cris et les Inuit et destinées à leur usage exclusif.

b) Catégorie II:

les terres décrites aux chapitres 5 et 7, dans lesquelles les Cris et les Inuit ont l'exclusivité du droit de chasse et de pêche, y compris le droit d'autoriser les personnes autres que des Cris ou des Inuit à chasser et à pêcher, sous réserve des dispositions relatives aux remplacements ou aux indemnisations contenues dans les chapitres 5 et 7.

c) Catégorie III:

les terres du Territoire définies à l'article 1.6.

Le principe de la conservation s'applique aux terres des catégories I et II, aux terres de la catégorie I-N, aux terres de la catégorie II-N et aux terres de la catégorie III.

6. L'article 24.4 du chapitre 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois est amendé en ajoutant, immédiatement avant l'alinéa 24.4.1, l'alinéa suivant:

24.4.0 Sauf dans le cas du sous-alinéa f) de l'alinéa 24.4.27, aux fins du présent article, on entend par:

a) "autochtone", toute personne définie au sous-alinéa 24.1.16 a) et toute personne définie à l'article 1.8 de la Convention du Nord-Est québécois;

b) "autochtones", les personnes définies au sous-alinéa 24.1.16 b) et les personnes définies à l'article 1.8 de la Convention du Nord-Est québécois;

- c) "non-autochtones", toutes les personnes non admissibles, en vertu du chapitre 3 de la Convention ou du chapitre 3 de la Convention du Nord-Est québécois.

7. L'alinéa 24.4.2 du chapitre 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois est amendé et remplacé par l'alinéa suivant:

24.4.2 Le Comité conjoint se compose de seize (16) membres. La partie autochtone crie et la partie autochtone inuit nomment chacune trois (3) membres, la partie autochtone naskapi nomme deux (2) membres, et le Québec et le Canada nomment chacun quatre (4) membres. Ces membres sont nommés et remplacés de temps à autre au gré de la partie qui les a désignés et ces parties peuvent, à l'unanimité, décider d'augmenter ou de diminuer le nombre des membres du Comité. Le Comité conjoint devra prévoir par réglementation le mécanisme de vote quand une partie possède plus de voix que de membres.

8. L'alinéa 24.4.4 du chapitre 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois est amendé et les sous-alinéas d), e) et f) sont remplacés par les suivants et les sous-alinéas g), h), i) et j) sont ajoutés:

d) Lorsque le Comité conjoint traite de questions relatives à la zone de droit d'usage prioritaire pour les Cris, les membres nommés par la partie autochtone crie ont entre eux huit (8) voix, et ceux nommés par la partie autochtone inuit ainsi que ceux nommés par la partie autochtone naskapi ne votent pas.

e) Lorsque le Comité conjoint traite de questions relatives à la zone de droit d'usage prioritaire pour les Inuit, les membres nommés par la partie autochtone inuit ont entre eux huit (8) voix, et ceux nommés par la partie autochtone crie ainsi que ceux nommés par la partie autochtone naskapi ne votent pas.

f) Lorsque le Comité conjoint traite de questions relatives à la zone de droit d'usage prioritaire pour les Naskapi, les membres nommés par la partie autochtone naskapi ont entre eux huit (8) voix, et ceux nommés par la partie

autochtone crie ainsi que ceux nommés par la partie autochtone inuit ne votent pas.

- g) Lorsque le Comité conjoint traite de questions qui présentent un intérêt commun pour les Cris et les Inuit, les membres nommés par la partie autochtone crie ont un total de quatre (4) voix, ceux nommés par la partie autochtone inuit ont un total de quatre (4) voix et ceux nommés par la partie autochtone naskapi ne votent pas.
  - h) Lorsque le Comité conjoint traite de questions qui présentent un intérêt commun pour les Cris et les Naskapi, les membres nommés par la partie autochtone crie ont un total de quatre (4) voix, ceux nommés par la partie autochtone naskapi ont un total de quatre (4) voix et ceux nommés par la partie autochtone inuit ne votent pas.
  - i) Lorsque le Comité conjoint traite de questions qui présentent un intérêt commun pour les Inuit et les Naskapi, les membres nommés par la partie autochtone inuit ont un total de quatre (4) voix, ceux nommés par la partie autochtone naskapi ont un total de quatre (4) voix et ceux nommés par la partie autochtone crie ne votent pas.
  - j) Lorsque le Comité conjoint traite de questions qui présentent un intérêt commun pour les Cris, les Inuit et les Naskapi, les membres nommés par la partie autochtone crie, par la partie autochtone inuit et par la partie autochtone naskapi ont chacun une (1) voix.
9. L'alinéa 24.4.5 du chapitre 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois est amendé et remplacé par l'alinéa suivant:
- 24.4.5 Les parties respectives nomment, parmi leurs délégués, le président, le vice-président et lorsqu'il est approprié de le faire, un second vice-président du Comité conjoint, selon les modalités suivantes:
- a) pour la première année d'activité du Comité conjoint, le président est nommé par la partie autochtone crie, le vice-président est nommé par la partie autochtone naskapi et le second vice-président l'est par la partie autochtone inuit;
  - b) pour la deuxième année d'activité du Comité conjoint, le président est nommé par le Québec et le vice-président l'est par le Canada;

- c) pour la troisième année d'activité du Comité conjoint, le président est nommé par la partie autochtone inuit, le vice-président est nommé par la partie autochtone naskapi et le second vice-président l'est par la partie autochtone crie;
  - d) pour la quatrième année d'activité du Comité conjoint, le président est nommé par le Canada et le vice-président l'est par le Québec;
  - e) pour les années suivantes, la nomination du président, du vice-président et, lorsqu'il est approprié de le faire, du second vice-président du Comité conjoint se fait dans l'ordre prévu aux sous-alinéas a), b), c) et d) du présent alinéa;
  - f) en l'absence du président à une réunion, les membres de la partie qui l'ont nommé choisissent entre eux un président suppléant;
  - g) le vice-président assume les fonctions de président seulement lorsque le président n'a pas le droit de voter en vertu de l'alinéa 24.4.4 et le second vice-président assume les fonctions de président seulement lorsque le président et le vice-président n'ont pas le droit de voter en vertu de l'alinéa 24.4.4.
10. L'alinéa 24.4.6 du chapitre 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois est amendé et remplacé par l'alinéa suivant:
- 24.4.6 Le mandat du président et du vice-président est d'un (1) an. Le mandat du second vice-président, quand il y en a un, est d'un (1) an.
11. L'alinéa 24.4.8 du chapitre 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois est amendé et remplacé par l'alinéa suivant:
- 24.4.8 a) Le quorum est fixé à cinq (5) membres présents en personne étant entendu qu'au moins l'un (1) des membres nommés par chaque partie doit être présent en personne ou par procuration.

b) Nonobstant ce qui précède, le Comité conjoint est mandaté pour agir à toute réunion dûment convoquée, même sans quorum, en l'absence du représentant d'une des parties. Dans ce cas, cette même partie ne devra pas avoir été représentée à la réunion précédente dûment convoquée. Par ailleurs, à l'exception de l'absence de cette partie, il faut que les autres conditions pour atteindre le quorum soient remplies, et que le Comité ne puisse voter que sur les sujets indiqués à l'ordre du jour accompagnant l'avis de convocation de chacune des deux réunions.

12. L'alinéa 24.4.15 du chapitre 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois est amendé et remplacé par l'alinéa suivant:

24.4.15 Le président du Comité conjoint est tenu de convoquer une séance dudit comité dans les vingt (20) jours suivant la réception d'une demande écrite de cinq (5) membres indiquant l'objet de la séance demandée.

13. Les sous-alinéas 24.4.38 a), e) et i) du chapitre 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois sont amendés et remplacés par les sous-alinéas suivants:

24.4.38 a) l'exclusivité des droits de trappage des Cris et des Inuit conformément aux alinéas 24.3.19 à 24.3.23 compris,

e) l'application aux Cris et aux Inuit d'un minimum de contrôles ou de règlements conformément à l'alinéa 24.3.30,

i) la priorité de l'exploitation par les Cris et les Inuit, définie aux alinéas 24.6.1 à 24.6.5 compris.

14. L'alinéa 24.6.2 du chapitre 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois est amendé en y ajoutant le sous-alinéa suivant:

24.6.2 e) Nonobstant le sous-alinéa d) précédent, l'établissement des niveaux garantis visés au sous-alinéa a) du présent alinéa concernant le caribou

est subordonné à l'approbation des parties autochtones intéressées crie, inuit et naskapi et du Québec.

15. Le titre de l'article 24.7 et l'article 24.7 du chapitre 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois sont amendés et remplacés par le titre et l'article suivants:

24.7 ESPÈCES RÉSERVÉES AUX CRIS, AUX INUIT ET AUX NASKAPI

24.7.1 Dans toutes les zones où le régime de chasse, de pêche et de trappage s'applique, comme il est stipulé au présent chapitre, certaines espèces de mammifères, de poissons et d'oiseaux sont réservées à l'usage exclusif des Cris, des Inuit et des Naskapi. Cet usage exclusif inclut le droit d'exploiter des établissements de pêcheries commerciales exploitant les diverses espèces de poissons réservées. Les espèces visées par le présent article sont mentionnées dans la liste qui constitue l'annexe 2 du présent chapitre.

16. L'alinéa 24.8.1 du chapitre 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois est amendé et remplacé par l'alinéa suivant:

24.8.1 Les personnes autres que les Cris, les Inuit et les Naskapi peuvent chasser et pêcher dans les terres de la catégorie III mais ces activités se limitent à la chasse et à la pêche sportives et à la pêche commerciale dans les terres de la catégorie III, le tout sous réserve des dispositions du présent chapitre et de celles du chapitre 15 de la Convention du Nord-Est québécois.

17. L'alinéa 24.8.4 du chapitre 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois est amendé et remplacé par l'alinéa suivant:

24.8.4 Les personnes autres que les Cris, les Inuit et les Naskapi qui remplissent les conditions de résidence fixées à cet effet par les Administrations locales des communautés autochtones sont autorisées à pratiquer la chasse et la pêche sportives dans les catégories I et II de la communauté autochtone dans laquelle ils résident. Ces personnes autres que les Cris, les Inuit et les Naskapi sont soumises à toutes les lois et à tous les règlements provinciaux et fédéraux applicables, ainsi qu'à tous les règlements applicables des Administrations locales et régionales.



18. L'alinéa 24.8.5 du chapitre 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois est amendé et remplacé par l'alinéa suivant:

24.8.5 Nonobstant les dispositions de l'article 24.8.4, en cas de présence inusitée ou de grande affluence de personnes autres que les Cris, les Inuit et les Naskapi dans une communauté autochtone pour une raison quelconque, l'Administration locale responsable décide si ces personnes autres que les Cris, les Inuit et les Naskapi sont autorisés à pratiquer la chasse et la pêche sportives, et à quelles conditions.

19. L'alinéa 24.8.6 du chapitre 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois est amendé et remplacé par l'alinéa suivant:

24.8.6 Les gouvernements responsables et le Comité conjoint exercent, sur le nombre de personnes autres que les Cris, les Inuit et les Naskapi autorisées à pratiquer la chasse et la pêche sportives dans les terres de la catégorie III, ainsi que sur les endroits de cette catégorie et les époques où elles peuvent le faire, un contrôle destiné à rendre opérants le principe de la conservation ainsi que les droits et les garanties reconnus aux Cris, aux Inuit et aux Naskapi par le régime de chasse, de pêche et de trappage.

20. L'alinéa 24.8.8 du chapitre 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois est amendé et remplacé par l'alinéa suivant:

24.8.8 Outre les autres contrôles disponibles du nombre de personnes autres que les Cris, les Inuit et les Naskapi autorisées à pratiquer la chasse ou la pêche sportives dans le Territoire ainsi que des endroits et des époques où elles peuvent le faire et sous réserve de l'alinéa 24.8.9, le Québec doit s'efforcer, dans la mesure où il existe des pourvoiries, d'obliger les personnes qui pratiquent la chasse sportive ou la pêche sportive à les utiliser. Dans la mesure jugée possible, cette exigence doit inclure celle pour les chasseurs et les pêcheurs autres qu'un Cri, qu'un Inuk ou qu'un Naskapi de se faire accompagner par des guides cris, inuit ou naskapi.

21. L'alinéa 24.8.9 du chapitre 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois est amendé et remplacé par l'alinéa suivant:

24.8.9 Si le Québec institue, dans la partie du Territoire située au nord du cinquantième (50<sup>e</sup>) parallèle, des exigences en application de l'alinéa 24.8.8, l'ordre d'imposition en sera le suivant:

- a) d'abord, aux personnes ne résidant pas au Québec;
- b) puis, s'il y a lieu, aux personnes ne résidant pas dans cette partie du Territoire;
- c) enfin, s'il y a lieu, aux personnes résidant dans cette partie du Territoire.

22. L'alinéa 24.9.3 du chapitre 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois est amendé et remplacé par l'alinéa suivant:

24.9.3 Dans la catégorie III, les Cris, les Inuit et les Naskapi jouissent d'un droit de préemption sur les pourvoiries pour trente (30) ans à compter de la signature de la Convention, à l'intérieur des zones respectives de droit d'usage prioritaire et commun pour le régime de chasse, de pêche et de trappage. Les droits des Cris, des Inuit et des Naskapi d'exploiter à l'extérieur des zones respectives de droit d'usage prioritaire et commun ne modifient en rien l'application du droit de préemption.

23. L'alinéa 24.9.4 du chapitre 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois est amendé et remplacé par l'alinéa suivant:

24.9.4 A l'expiration du délai de trente (30) ans, stipulé à l'alinéa 24.9.3, le Québec, les Cris, les Inuit et les Naskapi négocient pour déterminer à la lumière de l'expérience ainsi que des besoins présents et

futurs, si leur droit de préemption sera reconduit. Le Comité conjoint doit être consulté et peut présenter des recommandations à ce sujet au ministre responsable.

24. Le sous-alinéa 24.9.4 a) du chapitre 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois est amendé et remplacé par le sous-alinéa suivant:

24.9.4A Nonobstant les dispositions de la Convention concernant les pourvoiries des terres de la catégorie III, les Cris ont l'exclusivité du droit aux activités de pourvoirie ainsi que de celui de la propriété et de l'exploitation d'installations de pourvoirie pour la chasse aux oiseaux migrateurs à la pointe Louis XIV, dans un secteur délimité au nord par la latitude 54°43', à l'est par le méridien 79°30', au sud par la latitude 54°34' et à l'ouest par les côtes de la baie James et de la baie d'Hudson.

25. L'alinéa 24.9.6 du chapitre 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois est amendé et remplacé par l'alinéa suivant:

24.9.6 Nonobstant les dispositions de l'alinéa 24.9.3, les Cris, les Inuit et les Naskapi ne peuvent exercer leur droit de préemption, visé par ledit alinéa, en ce qui concerne au moins trois (3) demandes d'exploitation de pourvoirie dans la catégorie III venant de personnes autres qu'un Cri, un Inuk ou un Naskapi, sur un total de dix (10) demandes, quel que soit le demandeur, concernant de telles pourvoiries. Le Comité conjoint surveille l'application du présent alinéa et informe à l'occasion les parties intéressées des exigences à respecter.

26. L'alinéa 24.9.7 et les sous-alinéas c), d), f) et h) dudit alinéa du chapitre 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois sont amendés et remplacés par l'alinéa et les sous-alinéas suivants:

24.9.7 La procédure de délivrance des permis, des baux et autres autorisations visant l'activité de pourvoyeurs, ainsi que l'exercice du droit de préemption des Cris, des Inuit et des Naskapi d'agir comme pourvoyeurs dans la catégorie III, se font dans les conditions suivantes:

- c) Le ministre responsable du Québec ne peut raisonnablement refuser la recommandation du Comité conjoint, sauf pour raison de conservation, lorsqu'elle est approuvée par l'Administration locale crie intéressée ou l'autorité inuit responsable ou la partie autochtone naskapi à l'égard d'une demande d'exercer l'activité de pourvoyeurs respectivement dans les catégories I ou II des Cris ou des Inuit ou dans les terres de la catégorie I-N ou dans les terres de la catégorie II-N,
- d) Lorsque le ministre responsable du Québec prend sa décision en conformité avec une recommandation d'acceptation provenant du Comité conjoint, il en informe ce Comité, qui transmet aussitôt à la partie autochtone intéressée, soit crie, soit inuit, soit naskapi, un avis écrit de la demande, accompagné de tous les renseignements pertinents. Cette obligation d'avis ne s'applique pas aux renouvellements de permis, baux ou autres autorisations,
- f) Si la partie autochtone crie, inuit ou naskapi intéressée et visée au sous-alinéa d), ne répond pas au Comité conjoint dans le délai stipulé au sous-alinéa e) ou si elle indique qu'elle n'a pas l'intention d'exercer l'activité de pourvoyeur dont il est question dans ladite demande, le droit de préemption des Cris, des Inuit ou des Naskapi s'éteint à l'égard de ladite demande. Le Comité conjoint en informe aussitôt le ministre responsable du Québec, qui peut alors délivrer le permis, le bail ou autre autorisation faisant l'objet de la demande,

- h) Nonobstant les dispositions du présent article, aucun permis, aucun bail ni autre autorisation visant l'activité de pourvoyeurs dans les terres des catégories I ou II des Cris ou des Inuit ou dans les terres de la catégorie I-N ou dans les terres de la catégorie II-N, ne peut être délivré ou octroyé sans le consentement de l'Administration locale crie intéressée ou de l'autorité inuit intéressée ou de la partie autochtone naskapi;

27. Le titre de l'article 24.13 et l'article 24.13 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois sont amendés et remplacés par le titre et l'article suivants:

24.13 ZONES DE DROIT D'USAGE PRIORITAIRE ET COMMUN

24.13.1 Aux fins du présent chapitre, dans le Territoire, les zones de droit d'usage prioritaire et les zones de droit d'usage commun pour les Cris, les Inuit et les Naskapi sont énoncées dans le présent article.

24.13.2 La zone de droit d'usage prioritaire pour les Cris comprend:

- a) la partie du Territoire située au sud du 55<sup>e</sup> parallèle à l'exception des terres des catégories I et II allouées aux Inuit de Fort George et à l'exception de la partie du secteur naskapi située au sud du 55<sup>e</sup> parallèle, et
- b) la région des terres de trappage de Mistassini situées au nord du 55<sup>e</sup> parallèle comme l'indique la carte à l'annexe 1 des présentes, et
- c) les terres de la catégorie I situées au nord du 55<sup>e</sup> parallèle, allouées aux Cris vivant à Poste-de-la-Baleine.

24.13.3 La zone de droit d'usage prioritaire pour les Inuit comprend:

- a) la partie du Territoire située au nord du 55<sup>e</sup> parallèle à l'exception des zones situées au nord du 55<sup>e</sup> parallèle mentionnées aux alinéas 24.13.3A, 24.13.4 et 24.13.4A et aux sous-alinéas

24.13.2 b) et 24.13.2 c),

b) les terres de la catégorie I allouées aux Inuit de Fort George.

24.13.3A La zone de droit d'usage prioritaire pour les Naskapi est la partie du secteur naskapi comme l'indique la carte à l'annexe 4 des présentes.

24.13.4 La zone de droit d'usage commun pour les Cris et les Inuit inclut les terres de la catégorie II situées au sud du 55<sup>e</sup> parallèle et allouées aux Inuit de Fort George, les terres de la catégorie II situées au nord du 55<sup>e</sup> parallèle et allouées aux Cris vivant à Poste-de-la-Baleine, et la région des terrains de trappage alloués aux Cris vivant à Poste-de-la-Baleine et situés au nord du 55<sup>e</sup> parallèle comme l'indique la carte à l'annexe 1 des présentes.

24.13.4A La zone de droit d'usage commun pour les Inuit et les Naskapi est la partie du secteur naskapi au nord du 55<sup>e</sup> parallèle comme l'indique la carte à l'annexe 4 des présentes.

24.13.5 a) Les Inuit et les Cris jouissent des droits prévus au présent chapitre dans leurs zones respectives de droit d'usage prioritaire et leur zone de droit d'usage commun.

b) De plus, les Inuit jouissent de ces droits dans la zone de droit d'usage commun pour les Inuit et les Naskapi.

c) Toutefois, tel qu'il est prévu ci-après, lorsque les Inuit et les Naskapi exercent le droit d'exploiter le caribou hors de leurs zones respectives de droit d'usage prioritaire et commun, non seulement doivent-ils respecter les dispositions qui leur accordent ce droit, mais aussi toute autre restriction et condition du régime de chasse, de pêche et de trappage imposées au droit d'exploitation en vigueur dans la zone où a lieu l'exploitation du caribou.

24.13.6 Dans la zone de droit d'usage prioritaire pour les Inuit, les Cris ont les droits suivants:

- a) les Cris vivant à Poste-de-la-Baleine ont droit d'exploitation dans la zone située au nord du 55<sup>e</sup> parallèle et exploitée le 11 novembre 1975 par les Cris vivant à Poste-de-la-Baleine selon l'entente conclue entre les parties autochtones crie et inuit;
- b) les Cris vivant à Fort George ont droit d'exploitation dans la zone située au nord du 55<sup>e</sup> parallèle et exploitée le 11 novembre 1975 par les Cris vivant à Fort George selon l'entente conclue entre les parties autochtones crie et inuit.

24.13.7 Dans la zone de droit d'usage prioritaire pour les Cris, les Inuit ont les droits suivants:

- a) les Inuit de Poste-de-la-Baleine ont droit d'exploitation dans la zone située au sud du 55<sup>e</sup> parallèle et exploitée le 11 novembre 1975 par les Inuit de Poste-de-la-Baleine selon l'entente conclue entre les parties autochtones crie et inuit;
- b) les Inuit de Fort George ont droit d'exploitation dans la zone située au sud du 55<sup>e</sup> parallèle et exploitée le 11 novembre 1975 par les Inuit de Fort George selon l'entente conclue entre les parties autochtones crie et inuit.

24.13.7A Dans la partie de la zone de droit d'usage prioritaire pour les Cris délimitée à l'annexe 5 du présent chapitre, nonobstant l'emploi du mot "autochtones" dans la définition du mot "exploitation" à l'alinéa 24.1.13 les dispositions suivantes s'appliquent:

- a) les Naskapi ont le droit d'exploiter le caribou et ne sont pas assujettis au contrôle des maîtres de trappage cris. Ce droit d'exploiter le caribou est cependant assujetti aux dispositions

suivantes: dans l'établissement du tableau de chasse pour les Naskapi et lors de l'application d'autres mesures de gestion de la faune, le Comité conjoint et le ministre responsable du Québec doivent tenir compte de la disponibilité des ressources ailleurs dans le Territoire et appliquer le principe de la priorité de l'exploitation par les Cris dans cette partie de ladite zone conformément à l'article 24.6. Le tableau de chasse global des Naskapi, en ce qui a trait au caribou, doit comprendre le nombre de caribous que les Naskapi ont le droit d'exploiter en vertu du présent sous-alinéa;

- b) un Naskapi exploitant le caribou a le droit d'exploitation des animaux à fourrure, mais cette exploitation se limite aux fins ci-dessous décrites et est assujettie aux restrictions suivantes:
  - i) ce droit d'exploitation ne peut être exercé que lorsqu'il exploite le caribou;
  - ii) ce droit d'exploitation vaut seulement pour ledit Naskapi s'y trouvant pour exploiter le caribou et ce, seulement pour se nourrir en cas de besoin;
  - iii) ce droit d'exploitation ne doit en aucun cas faire l'objet de quota;
  - iv) dans le cas de l'exploitation du castor, comme il est prévu aux sous-alinéas 24.13.7A b) i), ii) et iii), les Naskapi doivent remettre les peaux au maître de trappage cri concerné dès que possible ou sinon les transmettre à l'Administration locale crie dont le maître de trappage relève;
- c) un Naskapi exploitant le caribou n'a pas le droit de trapper l'ours noir, mais a le droit de le chasser ainsi que l'orignal, mais ce droit se limite aux fins et est assujetti aux restrictions décrites aux sous-alinéas 24.13.7A b) i), ii) et iii);



- d) un Naskapi exploitant le caribou a le droit d'exploitation des poissons et des oiseaux, mais ce droit ne comprend pas le droit d'établir des pêcheries commerciales, et se limite aux fins et est assujetti aux restrictions décrites aux sous-alinéas 24.13.7A b) i), ii) et iii);
- e) toute exploitation d'animaux à fourrure, de poissons et d'oiseaux effectuée en vertu du présent alinéa 24.13.7A par un Naskapi exploitant le caribou dans ladite partie de la zone de droit d'usage prioritaire pour les Cris est incluse dans le compte du tableau de chasse des Naskapi;
- f) les droits des Naskapi découlant des sous-alinéas b) et c) du présent alinéa ne doivent en aucun cas être interprétés comme attribuant aux Naskapi un droit de vote en vertu des sous-alinéas 24.4.4 h) et 24.4.4 j);
- g) le présent alinéa 24.13.7A est sans préjudice aux droits des Cris découlant de l'alinéa 24.3.25.

24.13.7B a) La partie du Territoire, comme elle est délimitée sur la carte qui constitue l'annexe 6 du présent chapitre, située à l'est du 70<sup>e</sup> méridien de longitude, au sud du 58<sup>e</sup> parallèle et au nord du 55<sup>e</sup> parallèle, à l'exception des terres des catégories I et II inuit, de la partie de la zone de droit d'usage prioritaire pour les Cris située au nord du 55<sup>e</sup> parallèle et à l'est du 70<sup>e</sup> méridien, des terres de la catégorie IB-N, des terres de la catégorie II-N et de la zone de droit d'usage commun pour les Inuit et les Naskapi, constitue une Zone-Caribou pour l'exploitation du caribou conformément aux dispositions du régime de chasse, de pêche et de trappage par les Inuit et les Naskapi.

- b) Néanmoins, sauf dans l'unique cas où ils le font incidemment tout en voyageant entre une communauté inuit et Schefferville, les Inuit ne peuvent exercer le droit d'exploitation du caribou dans la partie de ladite Zone-Caribou située au sud du parallèle 56<sup>0</sup>15' que lorsqu'ils ne peuvent atteindre le quota de caribou qui leur est alloué en fonction de l'espèce dans tout le Territoire, vu une pénurie de ladite espèce

pour les Cris et les Inuit, dans la zone de droit d'usage commun pour les Inuit et les Naskapi et dans la partie de la Zone-Caribou située au nord du parallèle 56°15'. De plus, l'exercice dudit droit d'exploitation du caribou, dans cette partie de la Zone-Caribou située au sud du parallèle 56°15', est assujéti à l'approbation d'une majorité des représentants du Comité conjoint qui ont droit de vote, laquelle majorité doit inclure les représentants du Québec et des Inuit. Cette approbation du Comité conjoint spécifie la durée pendant laquelle les Inuit peuvent exploiter le caribou dans ladite partie de la Zone-Caribou et cette approbation lie le ministre responsable.

24.13.7C Nonobstant l'emploi du mot "autochtones" dans la définition du mot "exploitation" à l'alinéa 24.1.13, dans la partie de la Zone-Caribou dont il est question au sous-alinéa 24.13.7B a) située dans la zone de droit d'usage prioritaire pour les Inuit:

- a) les Naskapi ont le droit d'exploiter le caribou;
- b) un Naskapi exploitant le caribou a le droit d'exploitation des animaux à fourrure, des poissons et des oiseaux seulement à des fins de subsistance en cas de besoin pendant l'exploitation du caribou. Il faut cependant que l'exploitation d'animaux à fourrure, de poissons et d'oiseaux soit connexe à l'exploitation du caribou et soit effectuée conjointement avec celle-ci et aussi que tout animal à fourrure, poisson ou oiseau exploité par les Naskapi dans ladite partie de la zone de droit d'usage prioritaire pour les Inuit soit partie des quotas respectifs, ou autres allocations pour ces espèces, accordés aux Naskapi, conformément aux modalités du présent chapitre. Ce droit d'exploitation accordé aux Naskapi en vertu du présent sous-alinéa ne doit en aucun cas être interprété comme leur attribuant un droit de vote en vertu des sous-alinéas 24.4.4 i) et 24.4.4 j).

24.13.7D Dans la partie de la Zone-Caribou dont il est question à l'alinéa 24.13.7B a) située dans la zone de droit d'usage prioritaire pour les Naskapi, sous réserve

du sous-alinéa 24.13.7B b):

- a) les Inuit ont le droit d'exploiter le caribou;
- b) un Inuk exploitant le caribou a le droit d'exploitation des animaux à fourrure, des poissons et des oiseaux seulement à des fins de subsistance en cas de besoin pendant l'exploitation du caribou. Il faut cependant que l'exploitation d'animaux à fourrure, de poissons et d'oiseaux soit connexe à l'exploitation du caribou, et soit effectuée conjointement avec celle-ci, et aussi que tout animal à fourrure, poisson ou oiseau exploité par les Inuit dans ladite partie de la zone de droit d'usage prioritaire pour les Naskapi soit partie des quotas respectifs, ou autres allocations pour ces espèces, accordés aux Inuit, conformément aux modalités du présent chapitre. Ce droit d'exploitation accordé aux Inuit en vertu du présent sous-alinéa ne doit en aucun cas être interprété comme leur attribuant un droit de vote en vertu des sous-alinéas 24.4.4 i) et 24.4.4 j).

24.13.8 Aux fins du règlement de vote du Comité conjoint en vertu des sous-alinéas 24.4.4 g), h), i) et j), les matières considérées d'intérêt commun pour les Cris et les Inuit et les Naskapi ou pour deux (2) d'entre eux sont les suivantes:

- a) les zones de droit d'usage commun susmentionnées;
- b) toute discussion ou étude par le Comité conjoint d'un sujet relatif à un secteur précis de la zone de droit d'usage prioritaire pour les Cris, les Inuit ou les Naskapi mais qui, en même temps, touche les ressources de la faune sauvage exploitées par au moins deux d'entre eux, ou touche un sujet relié à ces ressources de la faune sauvage ou touche toute décision ou recommandation du Comité conjoint relative à ces sujets et visant les droits conférés à une autre de ces parties par le régime de chasse, de pêche et de trappage;
- c) les questions d'intérêt général portant sur tout le Territoire.

- 24.13.9 a) La partie autochtone crie et la partie autochtone inuit peuvent, à l'occasion et d'un commun accord, modifier les dispositions des alinéas 24.13.2, 24.13.3, 24.13.4, 24.13.5 a), 24.13.6 et 24.13.7. Toute modification ne doit pas affecter le secteur naskapi et ne doit pas porter préjudice à l'exercice par les Naskapi de leurs droits à l'extérieur dudit secteur.
- b) Toute modification apportée en vertu du sous-alinéa précédent doit être faite pour des raisons reliées à la répartition et au volume, réels ou anticipés, de la population des espèces fauniques ou pour des raisons reliées à l'utilisation des ressources fauniques par les autochtones ou les non-autochtones ou pour des raisons reliées à l'accès à ces ressources ou à leur disponibilité pour les autochtones et les non-autochtones.
- c) Avant d'apporter toute modification en vertu du sous-alinéa a), la partie autochtone crie et la partie autochtone inuit doivent consulter le Comité conjoint.

28. L'alinéa 24.15.1 du chapitre 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois est amendé et remplacé par l'alinéa suivant:

- 24.15.1 Sauf stipulation contraire prévue au présent chapitre, ce chapitre peut être modifié avec le consentement du Québec et de la partie autochtone crie ou inuit intéressée dans les matières de juridiction provinciale et avec le consentement du Canada et de la partie autochtone crie ou inuit intéressée dans les matières de juridiction fédérale.

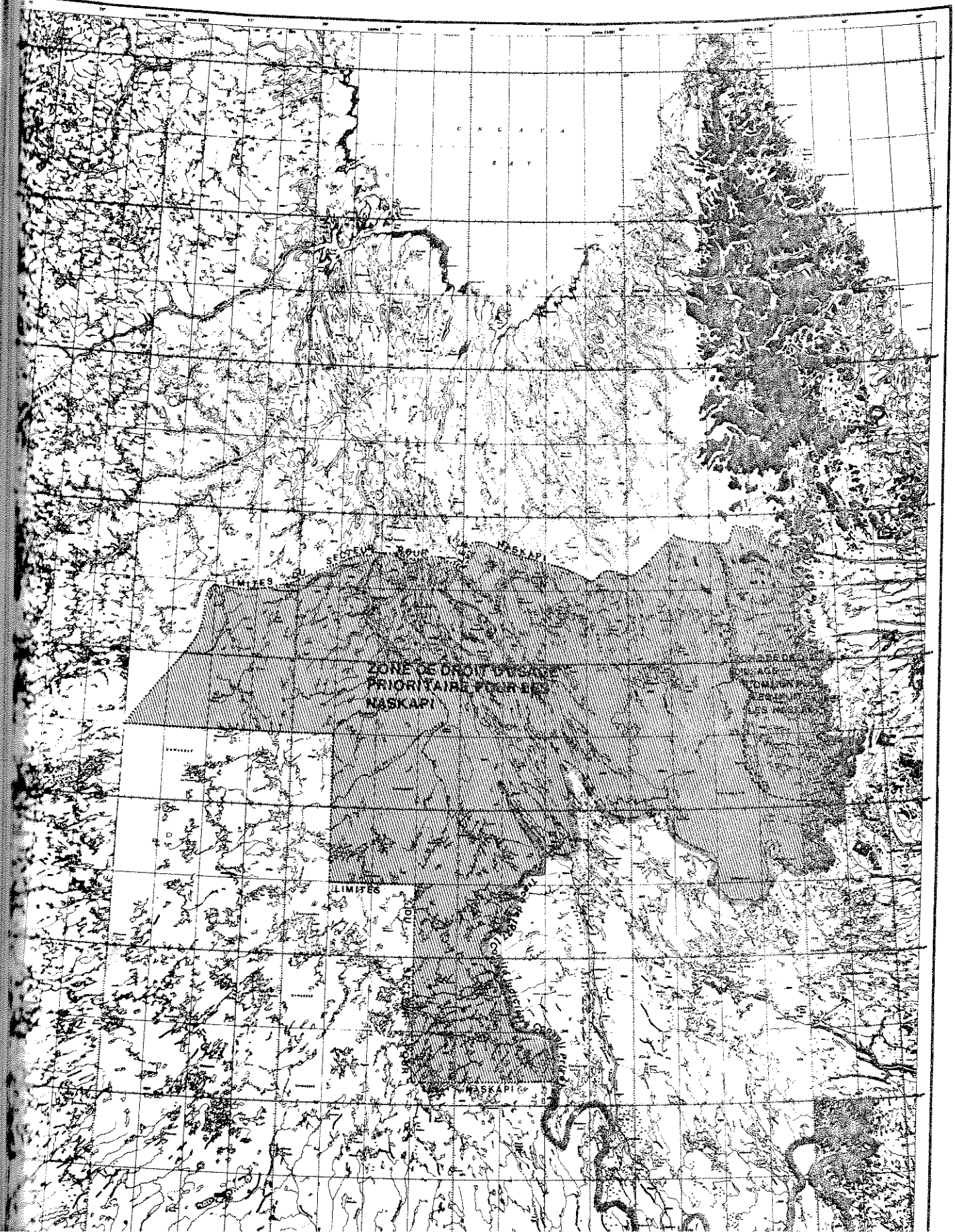
Néanmoins, aucun des articles, des alinéas et sous-alinéas 24.1.31, 24.1.32, 24.1.33, 24.1.34, 24.6.2 e), 24.7, 24.8.1, 24.8.6, 24.8.8, 24.9.3, 24.9.4, 24.9.6, 24.9.7, 24.13.1, 24.13.3A, 24.13.4A, 24.13.5 b), 24.13.5 c), 24.13.7A, 24.13.7B, 24.13.7C, 24.13.7D, 24.13.8, 24.13.9 a) et 24.15 ne peut être modifié sans obtenir, en plus du consentement des parties mentionnées au présent alinéa, celui de la partie autochtone naskapi. Concernant l'article 24.4, le consentement de la partie autochtone naskapi sera aussi requis lorsque cette partie a un intérêt dans l'amendement projeté. Le consentement de la

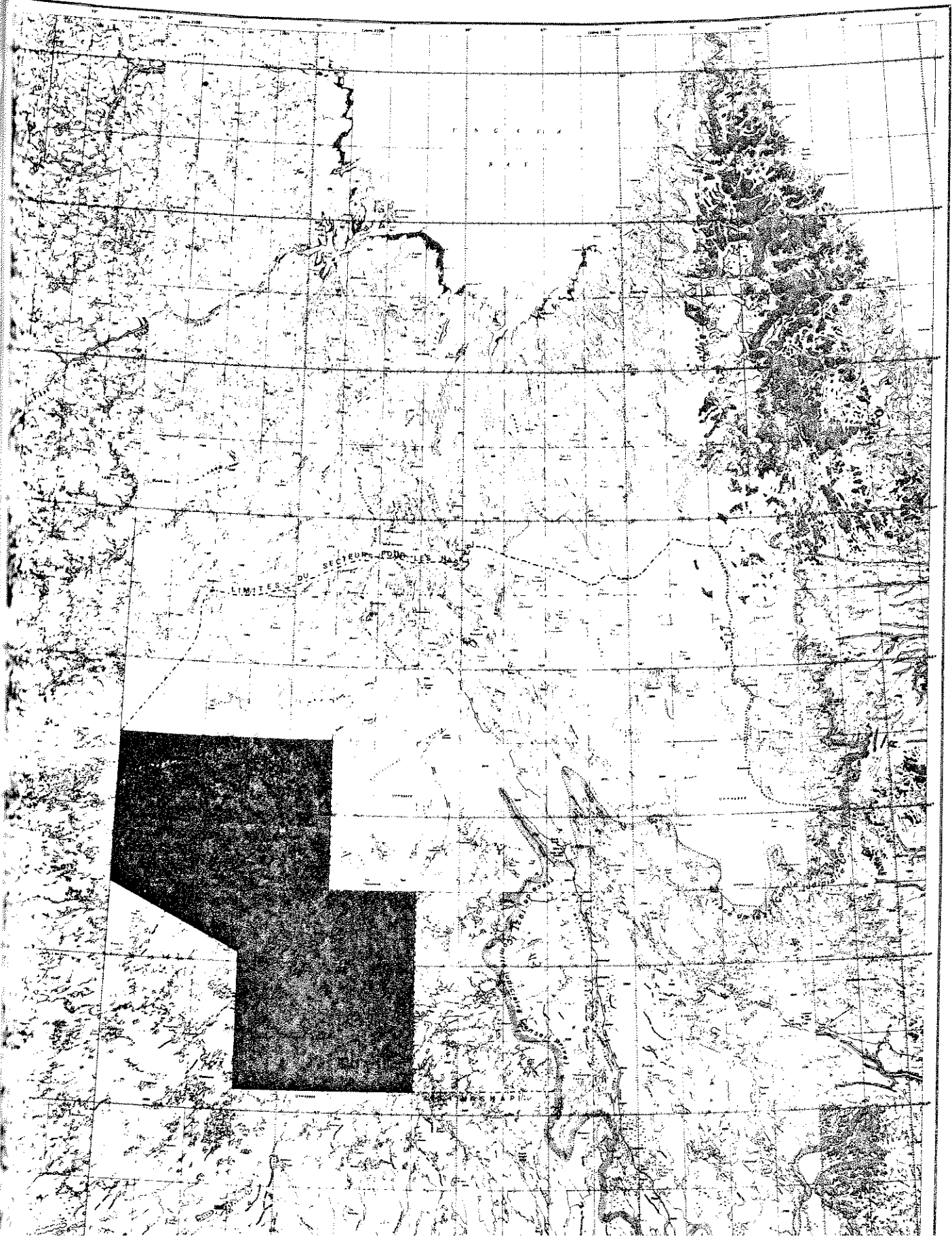
partie autochtone naskapi sera donné par écrit à toute les autres parties qui ont un intérêt, quand ce consentement est nécessaire.

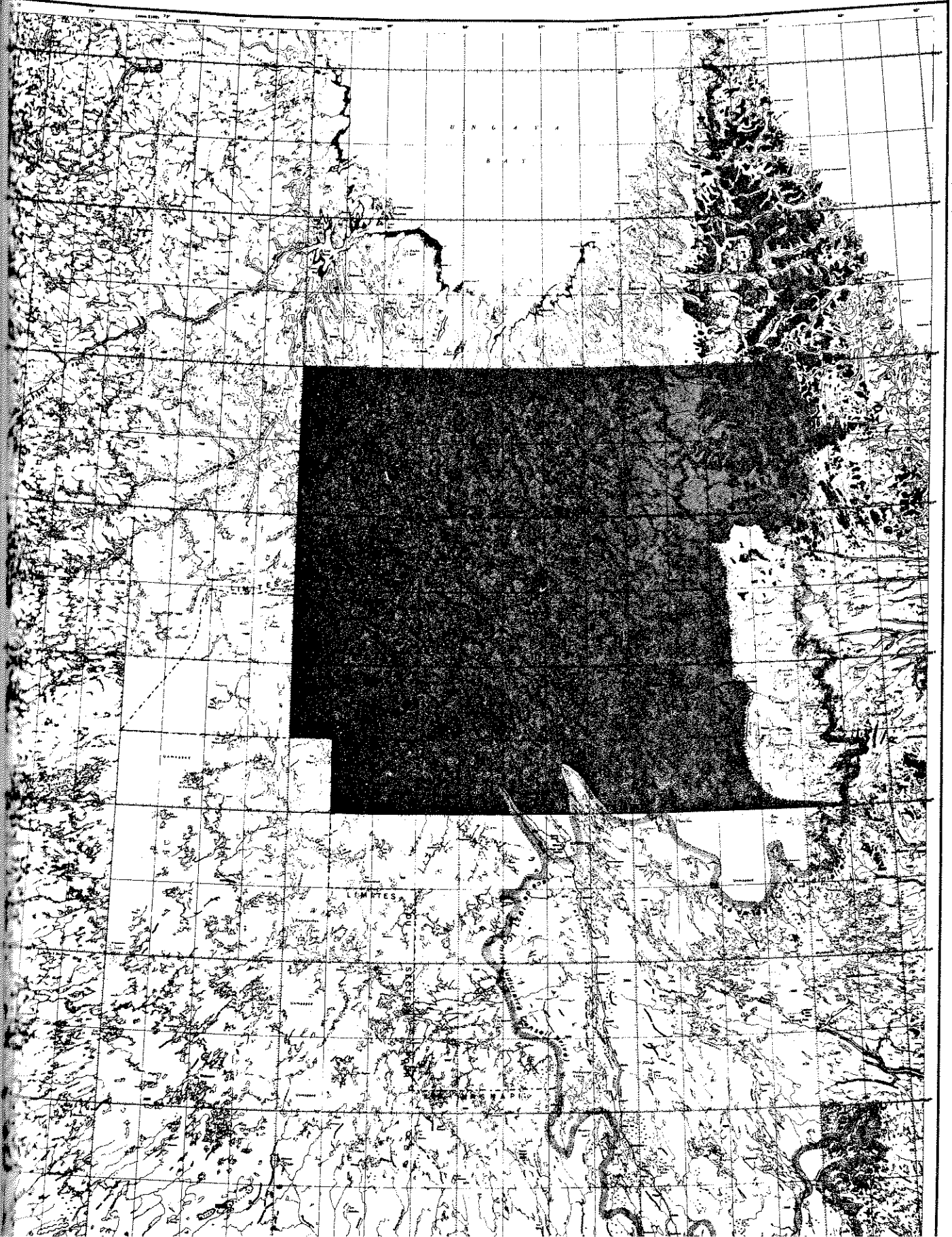
La législation donnant effet à cette modification, au besoin, est adoptée par l'Assemblée nationale en matière de compétence provinciale et par le Parlement en matière de compétence fédérale.

# SECTEUR POUR LES NASKAPI

ANNEXE 4









JAMES BAY AND NORTHERN QUÉBEC AGREEMENT

ENGLISH TEXT OF THE AGREEMENT

COMPLEMENTARY AGREEMENT NO 1

The GRAND COUNCIL OF THE CREES (OF QUÉBEC), a corporation duly incorporated, acting on its own behalf, on behalf of the James Bay Crees and on behalf of the Cree Bands of Fort George, Old Factory, Eastmain, Rupert House, Waswanipi, Mistassini, Nemaska and Great Whale River, and represented by its undersigned authorized representatives,

and

The NORTHERN QUÉBEC INUIT ASSOCIATION, a corporation duly incorporated, acting on its own behalf, on behalf of the Inuit of Québec and the Inuit of Port Burwell, and represented by its undersigned authorized representatives,

and

Le GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (hereinafter referred to as "Québec"), represented by the ministre des Affaires inter-gouvernementales, the Honourable Claude Morin and by the ministre des Richesses naturelles, the Honourable Yves Bérubé, acting on behalf of Québec,

and

La SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE DE LA BAIE JAMES, a corporation duly incorporated with its head office in Montréal, Québec, represented by Robert A. Boyd, President, acting on behalf of the said corporation,

and

La SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES, a corporation duly incorporated with its head office in Montréal, Québec, represented by Charles Boulva, President, acting on behalf of the said corporation,

and

La COMMISSION HYDROÉLECTRIQUE DE QUÉBEC (HYDRO-QUÉBEC), a corporation duly incorporated with its head office in Montréal, Québec, represented by Robert A. Boyd, President, acting on behalf of the said corporation,

and

The GOVERNMENT OF CANADA (hereinafter referred to as "Canada"), represented by the Minister of Indian Affairs and Northern Development, the Honourable J. Hugh Faulkner, acting on behalf of Canada,

WHEREAS the parties hereto entered into an agreement on the 11th day of November, 1975, and an amending agreement thereto on December 12, 1975, which agreements are hereinafter referred to as "The James Bay and Northern Québec Agreement";

WHEREAS the parties hereto undertake to enter into, immediately after the signature hereof, an agreement, hereinafter referred to as "The Northeastern Québec Agreement", with the members of the Naskapis de Schefferville band, the said band and the Naskapis of Québec;

WHEREAS the parties hereto wish to amend the James Bay and Northern Québec Agreement in the manner hereinafter set forth.

Now, therefore, the parties hereto agree as follows:

1. For the purposes of the present agreement, hereinafter referred to as "Complementary Agreement No. 1", the words "Naskapis of Québec" shall mean those persons defined in subsection 1.8 of section 1 of the Northeastern Québec Agreement.
2. The parties hereto amend Sections 1, 22, 23 and 24 of the James Bay and Northern Québec Agreement as specified, respectively, in schedules 1, 2, 3 and 4 which are attached hereto to form part hereof.
3. The parties hereto acknowledge that the said amendments to Sections 23 and 24 of the James Bay and Northern Québec Agreement are stipulated for the benefit of the Naskapis of Québec.
4. The parties hereto further acknowledge that the said amendments to Sections 1, 22, 23 and 24 of the James Bay and Northern Québec Agreement are made to allow the execution and implementation of the Northeastern Québec Agreement.

5. Québec and Canada shall forthwith respectively take the necessary measures in order to table in l'Assemblée nationale the proclamation and lay before Parliament the Order-in-Council to approve, give effect to and declare valid Complementary Agreement No. 1.
  
6. Except for articles 1, 5 and 6 hereof, the parties hereto shall not be bound by Complementary Agreement No. 1 and the said agreement shall be without effect until the coming into force of the proclamation and Order-in-Council contemplated by article 5 hereof. The amendments contemplated in article 2 hereof are suspended until the coming into force of the Northeastern Québec Agreement, and in the event that the latter agreement does not come into force in accordance with its terms, the said amendments shall be null and without effect.

JAMES BAY AND NORTHERN QUÉBEC AGREEMENT

SCHEDULE 1

AMENDMENTS TO SECTION 1

1. Sub-Section 1.6 of Section 1 of the James Bay and Northern Québec Agreement is amended by replacing the said Sub-Section by the following:

1.6 "Category III": land in the Territory other than:

Category I, IA, IB, IB Special and Special  
Category I,

Category II,

Category I-N lands, comprising the Category  
IA-N lands and Category IB-N lands, as provided  
for in the Northeastern Québec Agreement, and

Category II-N lands, being the lands contem-  
plated for use by the Naskapis by paragraph  
7.2.1, and which may be used as such by the  
Naskapis, as provided for in the Northeastern  
Québec Agreement.

2. Section 1 of the James Bay and Northern Québec Agreement is amended by adding the following Sub-Section:

1.17 "James Bay and Northern Québec Agreement": the  
present Agreement.

3. Section 1 of the James Bay and Northern Québec Agreement is amended by adding the following Sub-Section:

1.18 "Northeastern Québec Agreement": the agreement  
between the Naskapis de Schefferville band and the  
members thereof, le Gouvernement du Québec, la  
Société d'énergie de la Baie James, la Société de  
développement de la Baie James, la Commission hydro-  
électrique de Québec (Hydro-Québec), the Grand Coun-  
cil of the Crees (of Québec), the Northern Québec  
Inuit Association and the Government of Canada, dated  
January 31, 1978.

JAMES BAY AND NORTHERN QUÉBEC AGREEMENT

SCHEDULE 2

AMENDMENT TO SECTION 22

1. Paragraph 22.3.2 of Section 22 of the James Bay and Northern Québec Agreement is amended to read as follows:

22.3.2 The Advisory Committee shall have thirteen (13) members. The Cree Regional Authority, Québec and Canada shall each appoint four (4) members. The Chairman of the Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee established by and in accordance with Section 24 shall ex officio be a member, save when the said Chairman is appointed from the members appointed by the Inuit Native party in which case the second Vice-Chairman shall ex officio be a member.



JAMES BAY AND NORTHERN QUÉBEC AGREEMENT

SCHEDULE 3

AMENDMENTS TO SECTION 23

COMPLEMENTARY AGREEMENT NO 1

1. Sub-Section 23.1 of Section 23 of the James Bay and Northern Québec Agreement is amended by adding thereto the following:
  - 23.1.9 "Naskapi" or "Naskapi of Québec" means a person defined in subsection 1.8 of the Northeastern Québec Agreement.
  - 23.1.10 "Northeastern Québec Agreement" means the agreement between the Naskapis de Schefferville Band and the members thereof, le Gouvernement du Québec, la Société d'énergie de la Baie James, la Société de développement de la Baie James, la Commission hydroélectrique de Québec (Hydro-Québec), the Grand Council of the Crees (of Québec), the Northern Québec Inuit Association and the Government of Canada, dated January 31, 1978, as amended from time to time.
  - 23.1.11 "Naskapi local authority" means the corporation established pursuant to section 8 of the Northeastern Québec Agreement.
  - 23.1.12 "Naskapi Native party" means the Naskapis de Schefferville band council until the establishment of the corporation to which Category IB-N lands will be granted pursuant to section 5 of the Northeastern Québec Agreement and, thereafter, the said corporation or its successor.
2. Paragraph 23.2.2 of Section 23 of the James Bay and Northern Québec Agreement is amended by adding thereto subparagraph g) which shall read as follows:
  - g) The protection of the rights and guarantees of the Naskapis of Québec established by and in accordance with the Hunting, Fishing and Trapping Regime referred to in paragraph 15.2.1 of the Northeastern Québec Agreement.
3. Paragraphs 23.3.3, 23.3.14, 23.3.20, 23.3.21, 23.3.22, 23.4.2, 23.4.12, 23.7.5 and 23.7.10 of Section 23 of the James Bay and Northern Québec Agreement are amended and said paragraphs shall read as follows:

23.3.3 The EQC shall have nine (9) members. Four (4) members shall be appointed by the Kativik Regional Government referred to in Section 13 (hereinafter referred to as the "Regional Government"), of whom at least two (2) shall be either Inuit resident in the Region or an Inuk resident in the Region and a Naskapi resident in the Region or on Category IA-N lands, or their duly authorized representatives, and four (4) members shall be appointed by Québec.

In addition, a chairman shall be appointed by Québec which person must be acceptable to the Regional Government. All members shall have one (1) vote save for the chairman who shall vote only in the case of a deadlock.

23.3.14 All developments not subject to paragraph 23.3.12 or 23.3.13 shall be screened by the EQC for a determination as to whether or not they shall be subject to the assessment and review process. In this regard, the decision of the EQC is final, subject to paragraph 23.3.24. When no Naskapi or duly authorized representative of the Naskapis is a member of the EQC at the time of said screening, the EQC shall consult with the Naskapi local authority before rendering a decision not to subject to the assessment and review process a proposed development on Category IB-N lands or on Category II-N lands, and the EQC shall inform the Naskapi local authority of its decision to subject such a proposed development to the said assessment and review process. When consultation is required, in the circumstances hereinabove stated, the EQC shall diligently submit to the Naskapi local authority the relevant available information and documentation concerning the proposed development. Such consultation shall take the form of the Naskapi local authority having the opportunity of submitting its representations to the EQC within twenty (20) days of its receiving from the EQC the said information and documentation. The EQC may render its decision after the earlier of the receipt of the representations of the Naskapi local authority or the lapse of the said twenty (20) day period.

23.3.20 The EQC shall, taking into account the above guiding principles, decide whether or not a development may be allowed to proceed by the Québec Administrator and what conditions, if any, shall accompany such approval or refusal. When no Naskapi or duly authorized representative of the Naskapis is a member of the EQC at the time of the decision, the EQC shall diligently remit to the Naskapi local authority a copy of the impact statement in order to consult the Naskapi local authority before rendering a decision pursuant to this paragraph with respect to a proposed development on Category IB-N lands or on Category II-N lands. Such consultation shall take the form of the Naskapi local authority having the opportunity of submitting its representations to the EQC within thirty (30) days of it receiving from the EQC the impact statement with respect to the said proposed development that the Québec Administrator has determined to be adequate pursuant to paragraph 23.3.18. The EQC may extend the said period for submission of said representations when such extension is justified by the nature or extent of the development, and when such extension does not prevent the EQC from rendering its own decision within the periods provided for in paragraph 23.3.25. Nevertheless, the EQC may render its decision after the earlier of the receipt of the representations of the Naskapi local authority or the lapse of the said period contemplated herein.

23.3.21 The decision of the EQC pursuant to paragraph 23.3.20 shall be transmitted to the Québec Minister and to the Québec Administrator, and also to the Naskapi local authority when no Naskapi or duly authorized representative of the Naskapis is a member of the EQC at the time of a decision concerning a proposed development on Category IB-N lands or on Category II-N lands. The Québec Administrator, if he accepts the decision of the EQC, shall put it into force. If the Québec Administrator does not

accept the decision of the EQC, he may only modify it, change it or decide otherwise with the prior approval of the Québec Minister.

23.3.22 The final decision of the Québec Administrator made pursuant to paragraph 23.3.21 shall be transmitted to the proponent, the EQC, the Québec Minister and the appropriate official of the Regional Government, and also to the Naskapi local authority when no Naskapi or duly authorized representative of the Naskapis is a member of the EQC at the time of the decision concerning a proposed development on Category IB-N lands or on Category II-N lands.

23.4.2 There is established a Screening Committee (hereinafter called the "Screening Committee"), an advisory body which shall be under the supervisory administration of the Review Panel referred to in paragraph 23.4.11. The Screening Committee shall have four (4) members. Canada and the Regional Government shall each appoint two (2) members, which latter members must be either Native people or a Native person and a Naskapi, or their duly authorized representatives. If neither of the two (2) members appointed by the Regional Government is a Naskapi or a duly authorized representative of the Naskapis, the Regional Government shall appoint a person proposed by the Naskapi local authority as an alternate member who shall be deemed to be a member of the Screening Committee only in the circumstances mentioned hereinafter.

If no Naskapi or authorized representative of the Naskapis is a member of the Screening Committee, such alternate member shall replace one of the members of the Screening Committee appointed by the Regional Government whenever a development or development project on Category IB-N lands or on Category II-N lands is being screened in which event the alternate member shall be deemed, for all purposes of the Screening Committee in connection with the screening of such development or development project, to be a member of the Screening Committee.

The remuneration of a member shall be paid for by the body that appoints such member.

23.4.12 The Review Panel shall be composed of three (3) members appointed by Canada and two (2) members appointed by the Regional Government, which latter members must be either Native people or a Native person and a Naskapi, or their duly authorized representatives. The Chairman shall be appointed by Canada.

If no member appointed by the Regional Government is a Naskapi or a duly authorized representative of the Naskapis, the Regional Government shall appoint a person proposed by the Naskapi local authority as an alternate member of the Review Panel, who shall be deemed to be a member of the Review Panel only in the circumstances mentioned hereinafter.

If no Naskapi or authorized representative of the Naskapis is a member of the Review Panel, such alternate member shall replace one of the members of the Review Panel appointed by the Regional Government whenever a development or development project on Category IB-N lands or on Category II-N lands is being reviewed in which event the alternate member shall be deemed, for all purposes of the Review Panel in connection with the review of such development or development project, to be a member of the Review Panel.

The size of the Review Panel may be altered from time to time at the discretion of the Federal Administrator provided that the same proportion of representation for Canada and the Regional Government is retained.

The Review Panel shall be provided with an adequate staff to fulfill its functions and such staff shall be maintained and funded by Canada. The remuneration of a member of the Review Panel and his expenses shall be paid for by the body which appoints such member. However, the expenses of the members appointed by the Regional Government or their duly authorized representatives on such panel shall be borne by the Secretariat of the Advisory Committee referred to in this Section.

23.7.5 Canada and Québec may by mutual agreement combine the two (2) impact review procedures by the EQC and the Federal Review Panel referred to in this Section provided that such combination shall be without prejudice to the rights and guarantees in favour of the Inuit and other inhabitants of the Region established by and in accordance with the provisions of this Section and to the rights and guarantees in favour of the Naskapis as provided for in sub-paragraph 23.2.2 g) and in paragraphs 23.3.3, 23.3.14, 23.3.20, 23.3.21, 23.3.22, 23.4.2, 23.4.12, 23.7.5 and 23.7.10.

23.7.10 The provisions of this Section can only be amended with the consent of Canada and the interested Native party, in matters of federal jurisdiction, and with the consent of Québec and the interested Native party, in matters of provincial jurisdiction. In addition, the written consent of the Naskapi Native party will be required in order to amend sub-paragraph 23.2.2 g) and paragraphs 23.1.9, 23.1.10, 23.1.11, 23.1.12, 23.3.3, 23.3.14, 23.3.20, 23.3.21, 23.3.22, 23.4.2, 23.4.12, 23.7.5 and 23.7.10.

Legislation enacted to give effect to the provisions of this Section may be amended from time to time by l'Assemblée nationale in matters of provincial jurisdiction and by Parliament in matters of federal jurisdiction.

JAMES BAY AND NORTHERN QUÉBEC AGREEMENT

SCHEDULE 4

AMENDMENTS TO SECTION 24



1. Sub-Section 24.1 of Section 24 of the James Bay and Northern Québec Agreement is amended by adding paragraph 24.1.31 which shall read as follows:

24.1.31 "Naskapi" or "Naskapi of Québec" means a person defined in subsection 1.8 of the Northeastern Québec Agreement.

2. Sub-Section 24.1 of Section 24 of the James Bay and Northern Québec Agreement is amended by adding paragraph 24.1.32 which shall read as follows:

24.1.32 "Naskapi Native party" means the Naskapis de Schefferville band, acting through its council, until the establishment of the corporation to which Category IB-N lands will be granted pursuant to section 5 of the Northeastern Québec Agreement and, thereafter, the said corporation or its successor.

3. Sub-Section 24.1 of Section 24 of the James Bay and Northern Québec Agreement is amended by adding paragraph 24.1.33 which shall read as follows:

24.1.33 "Northeastern Québec Agreement" means the agreement between the Naskapis de Schefferville band and the members thereof, le Gouvernement du Québec, la Société d'énergie de la Baie James, la Société de développement de la Baie James, la Commission hydroélectrique de Québec (Hydro-Québec), the Grand Council of the Crees (of Québec), the Northern Québec Inuit Association and the Government of Canada, dated January 31, 1978, as amended from time to time.

4. Sub-Section 24.1 of Section 24 of the James Bay and Northern Québec Agreement is amended by adding paragraph 24.1.34 which shall read as follows:

24.1.34 "Naskapi Sector" means that portion of the Territory delineated on the map which constitutes Schedule 4 of the present Section.

5. Paragraph 24.3.32 of Section 24 of the James Bay and Northern Québec Agreement is amended by replacing the said paragraph by the following:

24.3.32 For the purposes of this Section only, land in the Territory shall be classified as follows:

a) Category I:

subject to the provisions of this Section, the lands described in Sections 5 and 7, under the complete and exclusive control of the Crees and the Inuit and for the exclusive use of the Crees and the Inuit.

b) Category II:

the lands described in Sections 5 and 7, where the Crees and the Inuit shall have the exclusive right to hunt and fish, which right shall include the right to permit hunting and fishing by persons other than Crees or Inuit, subject to the conditions concerning replacement or compensation in Sections 5 and 7.

c) Category III:

land in the Territory defined in Sub-Section 1.6.

The principle of conservation shall apply in Category I and II lands, in Category I-N lands, in Category II-N lands and in Category III lands.

6. Sub-Section 24.4 of Section 24 of the James Bay and Northern Québec Agreement is amended by adding thereto, immediately before paragraph 24.4.1, the following:

24.4.0 Except for sub-paragraph 24.4.27 f), for the purposes of this Sub-Section:

- a) "Native person", includes, in addition to a person defined in sub-paragraph 24.1.16 a), a person defined in subsection 1.8 of the Northeastern Québec Agreement;
- b) "Native people", includes, in addition to the persons defined in sub-paragraph 24.1.16 b), the persons defined in subsection 1.8 of the Northeastern Québec Agreement;

- c) "Non-Natives" means all persons not eligible in accordance with Section 3 of the Agreement or section 3 of the Northeastern Québec Agreement.

- 7. Paragraph 24.4.2 of Section 24 of the James Bay and Northern Québec Agreement is amended by replacing the said paragraph by the following:

24.4.2 The Coordinating Committee shall have sixteen (16) members. The Cree Native party and the Inuit Native party shall each appoint three (3) members, the Naskapi Native party shall appoint two (2) members and Québec and Canada shall each appoint four (4) members. Such members shall be appointed and replaced from time to time at the discretion of the respective appointing party. The appointing parties may by unanimous consent increase or decrease the membership of the Coordinating Committee. The Coordinating Committee shall determine by by-law the voting procedure applicable when any party has more votes than members.

- 8. Paragraph 24.4.4 of Section 24 of the James Bay and Northern Québec Agreement is amended by replacing sub-paragraphs d), e) and f) thereof, by the following sub-paragraphs d), e) and f) and by adding thereto sub-paragraphs g), h), i) and j) which shall read as follows:

- d) When matters relating to the area of primary interest of the Crees are being dealt with by the Coordinating Committee, the members appointed by the Cree Native party shall have between them eight (8) votes, and the members appointed by the Inuit Native party and the members appointed by the Naskapi Native party shall not vote.
- e) When matters relating to the area of primary interest of the Inuit are being dealt with by the Coordinating Committee, the members appointed by the Inuit Native party shall have between them eight (8) votes, and the members appointed by the Cree Native party and the members appointed by the Naskapi Native party shall not vote.

- f) When matters relating to the area of primary interest of the Naskapis are being dealt with by the Coordinating Committee, the members appointed by the Naskapi Native party shall have between them eight (8) votes, and the members appointed by the Cree Native party and the members appointed by the Inuit Native party shall not vote.
- g) When matters of common interest to the Crees and Inuit are being dealt with by the Coordinating Committee, the members appointed by the Cree Native party shall have between them four (4) votes, the members appointed by the Inuit Native party shall have between them four (4) votes and the members appointed by the Naskapi Native party shall not vote.
- h) When matters of common interest to the Crees and Naskapis are being dealt with by the Coordinating Committee, the members appointed by the Cree Native party shall have between them four (4) votes, the members appointed by the Naskapi Native party shall have between them four (4) votes and the members appointed by the Inuit Native party shall not vote.
- i) When matters of common interest to the Inuit and the Naskapis are being dealt with by the Coordinating Committee, the members appointed by the Inuit Native party shall have between them four (4) votes, the members appointed by the Naskapi Native party shall have between them four (4) votes and the members appointed by the Cree Native party shall not vote.
- j) When matters of common interest to the Crees, the Inuit and the Naskapis are being dealt with by the Coordinating Committee, the members appointed by the Cree Native party, the Inuit Native party and the Naskapi Native party shall each have one (1) vote.

9. Paragraph 24.4.5 of Section 24 of the James Bay and Northern Québec Agreement is amended by replacing the said paragraph by the following:

24.4.5 The respective parties shall appoint a Chairman, a Vice-Chairman, and, when applicable, a second Vice-Chairman, of the Coordinating Committee from amongst their appointees in the following manner:

- a) In the first year of the operation of the Coordinating Committee, the Chairman shall be appointed

shall be appointed by the Naskapi Native party and the second Vice-Chairman shall be appointed by the Inuit Native party.

- b) In the second year of the operation of the Coordinating Committee, the Chairman shall be appointed by Québec and the Vice-Chairman shall be appointed by Canada.
- c) In the third year of the operation of the Coordinating Committee, the Chairman shall be appointed by the Inuit Native party, the Vice-Chairman shall be appointed by the Naskapi Native party and the second Vice-Chairman shall be appointed by the Cree Native party.
- d) In the fourth year of the operation of the Coordinating Committee, the Chairman shall be appointed by Canada and the Vice-Chairman shall be appointed by Québec.
- e) In subsequent years of operation of the Coordinating Committee, the appointment of the Chairman, Vice-Chairman, and, when applicable, the second Vice-Chairman shall take place in the sequence set forth in sub-paragraphs a), b), c) and d) of this paragraph.
- f) In the absence of the Chairman at any meeting, an alternate Chairman shall be selected by and from among the members appointed by the party that appointed the Chairman.
- g) The Vice-Chairman shall act as Chairman only when the Chairman does not have the right to vote pursuant to paragraph 24.4.4, and the second Vice-Chairman shall act as Chairman only when both the Chairman and the Vice-Chairman do not have the right to vote pursuant to paragraph 24.4.4.

10. Paragraph 24.4.6 of Section 24 of the James Bay and Northern Québec Agreement is amended by replacing the said paragraph by the following:

24.4.6 The term of office of the Chairman and of the Vice-Chairman shall be one (1) year, and the term of office of the second Vice-Chairman, when there is

11. Paragraph 24.4.8 of Section 24 of the James Bay and Northern Québec Agreement is amended by replacing the said paragraph by the following:
- 24.4.8 a) A quorum shall be five (5) members physically present provided that at least one (1) member appointed by each party is present physically or by proxy.
- b) Notwithstanding the foregoing, the Coordinating Committee may validly act at a duly convened meeting, even without a quorum, when no representative of one of the parties is present at the meeting, provided that this same party was also not present at the preceding duly convened meeting and, furthermore, provided that, except for the absence of the said party, the other conditions for a quorum are observed and that the Committee may vote only on those matters indicated on the agenda forwarded with the notice of the convocation of each of the said two meetings.
12. Paragraph 24.4.15 of Section 24 of the James Bay and Northern Québec Agreement is amended by replacing the said paragraph by the following:
- 24.4.15 The Chairman of the Coordinating Committee shall convoke a meeting of the Coordinating Committee within twenty (20) days of receipt from any five (5) members of the Coordinating Committee of a written request indicating the purpose of such meeting.
13. Sub-paragraphs a), e) and i) of paragraph 24.4.38 of Section 24 of the James Bay and Northern Québec Agreement are amended by replacing the said sub-paragraphs by the following:
- a) The exclusive trapping rights of the Crees and the Inuit in accordance with paragraphs 24.3.19 to 24.3.23 inclusive.
- e) The principle that a minimum of control or regulations shall be applied to the Crees and the Inuit in accordance with paragraph 24.3.30.

- i) The priority of harvesting by the Crees and the Inuit as defined in paragraphs 24.6.1 to 24.6.5 inclusive.
14. Paragraph 24.6.2 of Section 24 of the James Bay and Northern Québec Agreement is amended by adding thereto sub-paragraph e) which shall read as follows:
- 24.6.2 e) Notwithstanding sub-paragraph d) hereof, the establishment of the guaranteed levels referred to in sub-paragraph a) hereof with respect to caribou shall be subject to the approval of the interested Cree, Inuit and Naskapi Native parties and Québec.
15. Sub-Section 24.7, and the title of said Sub-Section, of Section 24 of the James Bay and Northern Québec Agreement are amended by replacing the said subsection and the title by the following:
- 24.7 SPECIES RESERVED FOR THE CREES, THE INUIT AND THE NASKAPIS
- 24.7.1 In all areas where the Hunting, Fishing and Trapping Regime applies as set forth in this Section certain species of mammals, fish and birds shall be reserved for the exclusive use of the Crees, the Inuit and the Naskapis. Such exclusive use shall include the right to conduct commercial fisheries related to the various species of fish so reserved. The species contemplated by this Sub-Section are listed in Schedule 2 of this Section.
16. Paragraph 24.8.1 of the James Bay and Northern Québec Agreement is amended by replacing the said paragraph by the following:
- 24.8.1 Persons other than Crees, Inuit and Naskapis shall have the right to hunt and fish in Category III but such hunting and fishing shall be restricted to sport hunting, to sport fishing and commercial fishing in Category III, the whole subject to the provisions of this Section and of section 15 of the Northeastern Québec Agreement.

17. Paragraph 24.8.4 of Section 24 of the James Bay and Northern Québec Agreement is amended by replacing the said paragraph by the following:

24.8.4 Persons other than Crees, Inuit and Naskapis, who meet the residency requirements established for the purposes hereof by the local governments of Native communities, shall be permitted to sport hunt and sport fish within Categories I and II of the Native community in which they are resident. Such persons other than Crees, Inuit and Naskapis shall be subject to all applicable provincial and federal laws and regulations and all applicable local and regional government by-laws and regulations.

18. Paragraph 24.8.5 of Section 24 of the James Bay and Northern Québec Agreement is amended by replacing the said paragraph by the following:

24.8.5 Notwithstanding the provisions of paragraph 24.8.4, in the case of unusual or large influxes of persons other than Crees, Inuit and Naskapis into a Native community for whatever reason, the local government thereof may determine whether and upon what terms and conditions such persons other than Crees, Inuit and Naskapis will be permitted to sport hunt and sport fish.

19. Paragraph 24.8.6 of Section 24 of the James Bay and Northern Québec Agreement is amended by replacing the said paragraph by the following:

24.8.6 A control shall be exercised by the responsible governments and the Coordinating Committee over the number of persons other than the Crees, the Inuit and the Naskapis permitted to sport hunt and sport fish in Category III and over the places therein and times where they may sport hunt and sport fish with a view to giving effect to the principle of conservation and the rights and guarantees in favour of the Crees, the Inuit and the Naskapis established by the Hunting, Fishing and Trapping Regime.



20. Paragraph 24.8.8 of Section 24 of the James Bay and Northern Québec Agreement is amended by replacing the said paragraph by the following:
- 24.8.8 Over and above other available means of controlling the number of persons other than the Crees, the Inuit and the Naskapis permitted to sport hunt and sport fish in the Territory and the places and times where and when they may sport hunt and sport fish and subject to paragraph 24.8.9, Québec shall endeavour, to the extent that outfitting facilities are available, to require such persons sport hunting and sport fishing to use such facilities. Such requirements shall provide, to the extent deemed feasible, that hunters and fishermen other than Crees, Inuit or Naskapis be accompanied by Cree, Inuit or Naskapi guides.
21. Paragraph 24.8.9 of Section 24 of the James Bay and Northern Québec Agreement is amended by replacing the said paragraph by the following:
- 24.8.9 In the event that Québec establishes requirements pursuant to paragraph 24.8.8 with respect to that portion of the Territory above the 50th parallel of latitude, such requirements shall be imposed in the following order:
- a) upon non-residents of the Province of Québec,
  - b) if further deemed necessary, upon non-residents of the said portion of the Territory,
  - c) if further deemed necessary, upon residents of the said portion of the Territory.
22. Paragraph 24.9.3 of Section 24 of the James Bay and Northern Québec Agreement is amended by replacing the said paragraph by the following:
- 24.9.3 Within their respective areas of primary and common interest for the Hunting, Fishing and Trapping Regime, the Crees, the Inuit and the Naskapis shall have a right of first refusal to operate as outfitters in Category III for a period of thirty (30) years from the execution of the Agreement. The rights of the Crees, the Inuit and the Naskapis to

harvest outside of their respective areas of primary and common interest shall not affect the application of the right of first refusal.

23. Paragraph 24.9.4 of Section 24 of the James Bay and Northern Québec Agreement is amended by replacing the said paragraph by the following:

24.9.4 Upon the expiry of the thirty (30) year period stipulated in paragraph 24.9.3, Québec, the Crees, the Inuit and the Naskapis shall negotiate on the basis of past experience and actual and future need, whether the said right of first refusal shall be renewed. The Coordinating Committee shall be consulted and may make recommendations to the responsible Minister with respect thereto.

24. Sub-paragraph 24.9.4 a) of Section 24 of the James Bay and Northern Québec Agreement is amended by replacing the said sub-paragraph by the following:

24.9.4A Notwithstanding the provisions in the Agreement respecting outfitting in Category III, the Crees shall have the exclusive right of outfitting as well as the exclusive right to own outfitting facilities and operate as outfitters for the hunting of migratory birds at Cape Jones in an area bounded to the North by the parallel of latitude  $54^{\circ}43'$ , to the East by the meridian  $79^{\circ}30'$ , to the South by the parallel of latitude  $54^{\circ}34'$ , and to the West by the coast of James Bay and Hudson Bay.

25. Paragraph 24.9.6 of Section 24 of the James Bay and Northern Québec Agreement is amended by replacing the said paragraph by the following:

24.9.6 Notwithstanding paragraph 24.9.3, the Crees, the Inuit and the Naskapis shall not exercise the right of first refusal referred to in the said paragraph with respect to at least three (3) outfitting applications in Category III from persons other than Crees, Inuit or Naskapis out of every ten (10) applications, whoever the applicant may be, with respect to said outfitting operations. The Coordinating Committee shall oversee the implementation of the terms of this paragraph and shall inform the

interested parties from time to time as to the requirements for such implementation.

26. Paragraph 24.9.7 and sub-paragraphs c), d), f) and h) of the said paragraph of Section 24 of the James Bay and Northern Québec Agreement are amended by replacing the said paragraph and sub-paragraphs by the following:

24.9.7 The procedure for the issuance of permits, leases and other authorizations for outfitting operations and the exercise of the right of first refusal of the Crees, the Inuit and the Naskapis to operate as outfitters in Category III shall be as follows:

- c) Save for reasons of conservation, the responsible Minister of Québec shall not unreasonably refuse the recommendation of the Coordinating Committee when approved by the Cree local government concerned or the responsible Inuit authority or the Naskapi Native party with respect to an application for an outfitting operation in respectively Categories I or II of the Crees or the Inuit or Category I-N lands or Category II-N lands.
- d) When the responsible Minister of Québec agrees with the recommendation of the Coordinating Committee to accept an application he shall so inform the Coordinating Committee which shall forthwith transmit written notice of such application including all relevant information to the interested Cree, Inuit or Naskapi Native party. No such notice shall be given when such application is for a renewal of a permit, lease or other authorization.
- f) If the interested Cree, Inuit or Naskapi Native party referred to in sub-paragraph d) fails to reply to the Coordinating Committee within the delay stipulated in sub-paragraph e) or indicates that it does not intend to operate the outfitting operation referred to in the said application the right of first refusal of the Crees, the Inuit or the Naskapis shall lapse with respect to the said application. The

Coordinating Committee shall forthwith inform the responsible Minister of Québec who may issue the permit, lease or other authorization requested by the said application.

- h) Notwithstanding anything contained in this Sub-Section, no permit, lease or other authorization respecting outfitting operations in Categories I or II of the Crees or the Inuit or in Category I-N lands or Category II-N lands shall be issued or granted without the consent of the interested Cree local government or the interested Inuit authority or the Naskapi Native party.

27. Sub-Section 24.13 and the title of said Sub-Section of Section 24 of the James Bay and Northern Québec Agreement are amended by replacing the said Sub-Section and title by the following:

24.13 AREAS OF PRIMARY AND COMMON INTEREST

- 24.13.1 For the purposes of this Section, the respective areas in the Territory of primary and common interest of the Crees, the Inuit and the Naskapis shall be as set forth in this Sub-Section.
- 24.13.2 The Cree area of primary interest shall be:
- a) that portion of the Territory south of the 55th parallel of latitude with the exception of the Category I and II lands allocated to the Inuit of Fort George and with the exception of the part of the Naskapi Sector situated south of the 55th parallel; and
  - b) the area of the Mistassini traplines located north of the 55th parallel of latitude as shown on a map annexed hereto as Schedule 1; and
  - c) the Category I lands north of the 55th parallel of latitude allocated to the Crees of Great Whale River.
- 24.13.3 The Inuit area of primary interest shall be:

- a) that portion of the Territory lying to the north of the 55th parallel of latitude with the exception of those areas north of the 55th parallel of latitude referred to in subparagraphs 24.13.2 b) and 24.13.2 c) and in paragraphs 24.13.3A, 24.13.4 and 24.13.4A;
  - b) the Category I lands allocated to the Inuit of Fort George.
- 24.13.3A The Naskapi area of primary interest shall be that part of the Naskapi Sector as shown on a map annexed hereto as Schedule 4.
- 24.13.4 The area of common interest for the Crees and the Inuit shall be the Category II lands south of the 55th parallel of latitude allocated to the Inuit of Fort George, the Category II lands north of the 55th parallel of latitude allocated to the Crees of Great Whale River and the area of the traplines allocated to the Crees of Great Whale River located north of the 55th parallel of latitude as shown on a map annexed hereto as Schedule 1.
- 24.13.4A The area of common interest for the Inuit and the Naskapis shall be that part of the Naskapi Sector situated north of the 55th parallel of latitude as shown on a map annexed hereto as Schedule 4.
- 24.13.5
- a) The Inuit and the Crees shall have the rights provided for in this Section throughout their respective areas of primary and common interest.
  - b) In addition, the Inuit shall have such rights throughout the area of common interest for the Inuit and the Naskapis.
  - c) However, as hereinafter provided, when the Inuit and the Naskapis exercise the right to harvest caribou outside of their respective areas of primary and common interest, they shall be obliged to respect not only the provisions in virtue of which they are permitted to do so but also to respect all other restrictions and conditions of the Hunting, Fishing and Trapping Regime related to the right to harvest which are in force in the area where the harvesting of caribou is taking place.

24.13.6 Within the Inuit area of primary interest, the Crees shall have the following rights:

- a) the Crees of Great Whale River shall have the right to harvest in the area north of the 55th parallel of latitude used by the Crees of Great Whale River as of November 11, 1975 as determined by mutual agreement between the Cree and Inuit Native parties;
- b) the Crees of Fort George shall have the right to harvest in the area north of the 55th parallel of latitude used by the Crees of Fort George as of November 11, 1975 as determined by mutual agreement between the Cree and the Inuit Native parties;

24.13.7 Within the Cree area of primary interest, the Inuit shall have the following rights:

- a) the Inuit of Great Whale River shall have the right to harvest in the area south of the 55th parallel of latitude used by the Inuit of Great Whale River as of November 11, 1975 as determined by mutual agreement between the Cree and Inuit Native parties;
- b) the Inuit of Fort George shall have the right to harvest in the area south of the 55th parallel of latitude used by the Inuit of Fort George as of November 11, 1975 as determined by mutual agreement of the Cree and Inuit Native parties.

24.13.7A Notwithstanding the use of the term "Native people" in the definition of "harvesting" in paragraph 24.1.13, within the part of the Cree area of primary interest indicated in Schedule 5 of this Section, the following provisions shall apply:

- a) the Naskapis have the right to harvest caribou without being subject to the control of the Cree tallymen. Nevertheless, this right to harvest caribou is subject to the following provisions: in establishing the kill for Naskapis and when applying other game management techniques, the Coordinating Committee and the responsible

Minister of Québec shall take into consideration the availability of resources elsewhere in the Territory and shall apply the principle of the priority of Cree harvesting in this part of the said area in conformity with Sub-Section 24.6. The number of caribou that the Naskapis may be permitted to harvest in virtue of this subparagraph shall be included in the total kill of caribou allocated to the Naskapis;

- b) a Naskapi harvesting caribou has the right to harvest fur-bearing animals but this harvesting is limited to the purposes hereinafter described and is subject to the following restrictions:
  - i) this right to harvest may be exercised only while he is harvesting caribou;
  - ii) this right to harvest applies only in favour of the said Naskapi within this area for the purpose of harvesting caribou and only for purposes of food in case of need;
  - iii) this right to harvest shall in no event be the object of a quota;
  - iv) in the event of the harvesting of beaver, as provided in sub-paragraphs 24.13.7A b) i), ii) and iii), the Naskapis must, as soon as possible, transmit the skins to the interested Cree tallyman or, if this cannot be done, transmit the skins to the Cree local authority for the community of which the tallyman is a member;
- c) a Naskapi harvesting caribou does not have the right to trap black bear but has the right to hunt black bear and moose but this right is limited to the purposes and subject to the restrictions set forth in sub-paragraphs 24.13.7A b) i), ii) and iii);
- d) a Naskapi harvesting caribou has the right to harvest fish and birds but this right is limited to the purposes and subject to the restrictions set forth in sub-paragraphs 24.13.7A b), i), ii)

and iii). Such right does not include the right to establish commercial fisheries;

- e) any fur-bearing animals, fish and birds harvested in virtue of the present paragraph 24.13.7A by a Naskapi harvesting caribou in the said part of the Cree area of primary interest shall be taken into account in computing the total kill for such species by the Naskapis;
- f) the rights of the Naskapis resulting from sub-paragraphs b) and c) of the present paragraph shall in no case be interpreted as conferring upon the Naskapis a right to vote in virtue of sub-paragraphs 24.4.4 h) and 24.4.4 j);
- g) the present paragraph 24.13.7A is without prejudice to the rights of the Crees in virtue of paragraph 24.3.25.

- 24.13.7B
- a) That part of the Territory delimited on the map annexed as Schedule 6 to this Section situated east of the 70th meridian of longitude, south of the 58th parallel of latitude and north of the 55th parallel of latitude, except for the Inuit Category I and Inuit Category II lands, that part of the Cree area of primary interest north of the 55th parallel of latitude and east of the 70th meridian of longitude, Category IB-N lands, Category II-N lands and the area of common interest for the Inuit and the Naskapis, shall constitute a Caribou-Zone for the harvesting of caribou, in accordance with the provisions of the Hunting, Fishing and Trapping Regime, by both the Inuit and the Naskapis.
  - b) Nevertheless, save only in the case where they incidentally harvest caribou while travelling between an Inuit community and Schefferville, the Inuit shall exercise the right to harvest caribou in that part of the said Caribou-Zone situated south of the 56°15' parallel of latitude only when they are unable to attain the quota (s) of caribou allocated to them from among the species in the whole of the Territory because of a scarcity of said species within the area comprising the



Inuit area of primary interest, the area of common interest for the Inuit and the Crees, the area of common interest for the Inuit and the Naskapis and that part of the Caribou-Zone north of the 56°15' parallel of latitude. Furthermore, the exercise of the said right to harvest caribou in that part of the Caribou-Zone situated south of the 56°15' parallel of latitude shall be subject to the approval of a majority of the representatives of the Coordinating Committee having a vote, which majority must include the Québec and the Inuit representatives. Any such approval of the Coordinating Committee shall specify the period during which the Inuit may harvest caribou in the said part of the Caribou-Zone and shall bind the responsible Minister.

24.13.7C Notwithstanding the use of the term "Native people" in the definition of "harvesting" in paragraph 24.1.13, in that part of the Caribou-Zone referred to in sub-paragraph 24.13.7B a) which is within the Inuit area of primary interest:

- a) the Naskapis have the right to harvest caribou;
- b) a Naskapi harvesting caribou has the right to harvest fur-bearing animals, fish and birds but only while harvesting caribou and only for purposes of sustenance in case of need, provided that the said harvesting of fur-bearing animals, fish and birds is ancillary to and is conducted in conjunction with the harvesting of caribou, and provided also that any fur-bearing animals, fish and birds harvested by the Naskapis in said part of the Inuit area of primary interest form part of the respective Naskapi quotas or other allocations for such species pursuant to the terms and conditions of this Section. The right to harvest granted in this sub-paragraph to the Naskapis shall in no case be interpreted as conferring upon the Naskapis a right to vote in virtue of sub-paragraphs 24.4.4 i) and 24.4.4 j).

- 24.13.7D In that part of the Caribou-Zone referred to in sub-paragraph 24.13.7B a) which is within the Naskapi area of primary interest, subject to sub-paragraph 24.13.7B b):
- a) the Inuit have the right to harvest caribou,
  - b) an Inuk harvesting caribou has the right to harvest fur-bearing animals, fish and birds but only while harvesting caribou and only for purposes of sustenance in case of need, provided that the said harvesting of fur-bearing animals, fish and birds is ancillary to and is conducted in conjunction with the harvesting of caribou, and provided also that any fur-bearing animals, fish and birds harvested by the Inuit in said part of the Naskapi area of primary interest form part of the respective Inuit quotas or other allocations for such species pursuant to the terms and conditions of this Section. The right to harvest granted in this sub-paragraph to the Inuit shall in no case be interpreted as conferring upon the Inuit a right to vote in virtue of sub-paragraphs 24.4.4 i) and 24.4.4 j).
- 24.13.8 For the purposes of the voting procedure of the Coordinating Committee established by sub-paragraphs 24.4.4 g), h), i) and j), matters shall be deemed of common interest to the Crees, the Inuit and the Naskapis, or to two of them, when they involve:
- a) the areas of common interest as set forth in the foregoing paragraphs;
  - b) discussion or consideration by the Coordinating Committee of a matter relating to a specific area within the area of primary interest of the Crees, the Inuit or the Naskapis but which, at the same time, involves a wildlife resource harvested by two or all of such groups or involves a matter related to such wildlife resource and any decision or recommendation by the Coordinating Committee in connection therewith which would affect the rights conferred by the Hunting, Fishing and Trapping Regime in favour of another of such groups;

- 24.13.9 a) The Cree and Inuit Native parties may from time to time by mutual agreement modify the provisions of paragraphs 24.13.2, 24.13.3, 24.13.4, 24.13.5 a), 24.13.6 and 24.13.7. Any such modification shall not affect the Naskapi Sector and shall not prejudice the exercise by the Naskapis of their rights outside of the said Sector.
- b) Any modification in virtue of the preceding sub-paragraph must be for reasons related to the actual or anticipated distribution and population size of wildlife species or to the use of wildlife resources by Natives or non-Natives or access to or the availability of wildlife resources for Natives or non-Natives.
- c) Prior to effecting a modification in virtue of sub-paragraph a) the Cree and Inuit Native parties shall consult with the Coordinating Committee.

28. Paragraph 24.15.1 of Section 24 of the James Bay and Northern Québec Agreement is amended by replacing the said paragraph by the following:

- 24.15.1 Except as otherwise provided for in this Section, the provisions of this Section may be amended with the consent of Québec and the interested Cree or Inuit Native party in matters of provincial jurisdiction and with the consent of Canada and the interested Cree or Inuit Native party in matters of federal jurisdiction.

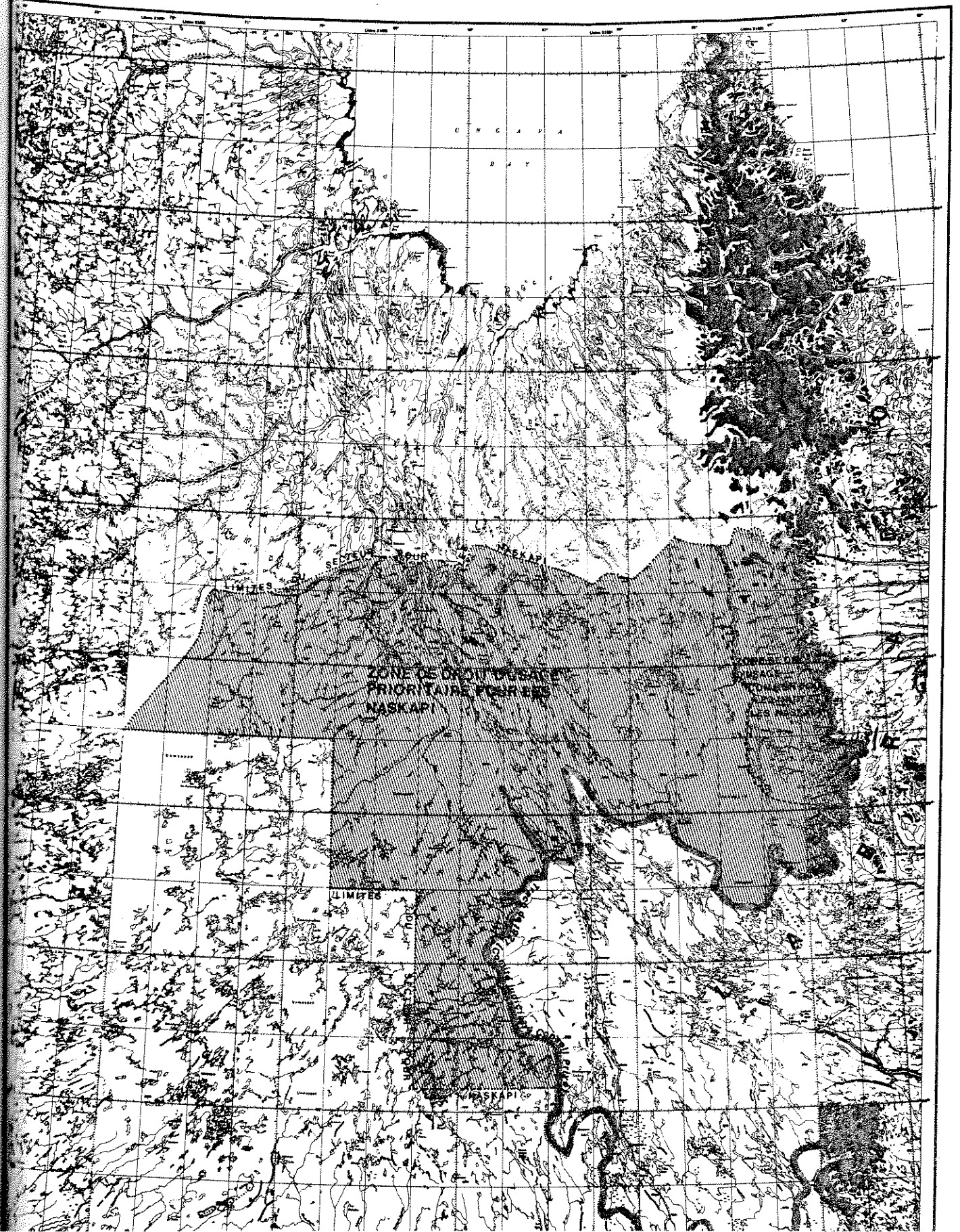
Nevertheless, none of the following Sub-Sections, paragraphs and sub-paragraphs 24.1.31, 24.1.32, 24.1.33, 24.1.34, 24.6.2 e), 24.7, 24.8.1, 24.8.6, 24.8.8, 24.9.3, 24.9.4, 24.9.6, 24.9.7, 24.13.1, 24.13.3A, 24.13.4A, 24.13.5 b), 24.13.5 c), 24.13.7A, 24.13.7B, 24.13.7C, 24.13.7D, 24.13.8, 24.13.9 a) and 24.15 may be amended without obtaining, in addition to the consent of the parties mentioned in the present paragraph, the consent of the Naskapi Native party. With respect to Sub-Section 24.4, the consent of the Naskapi Native party shall also be required when said party has an interest in the proposed amendment. The consent of the Naskapi Native party, when such consent is required, shall

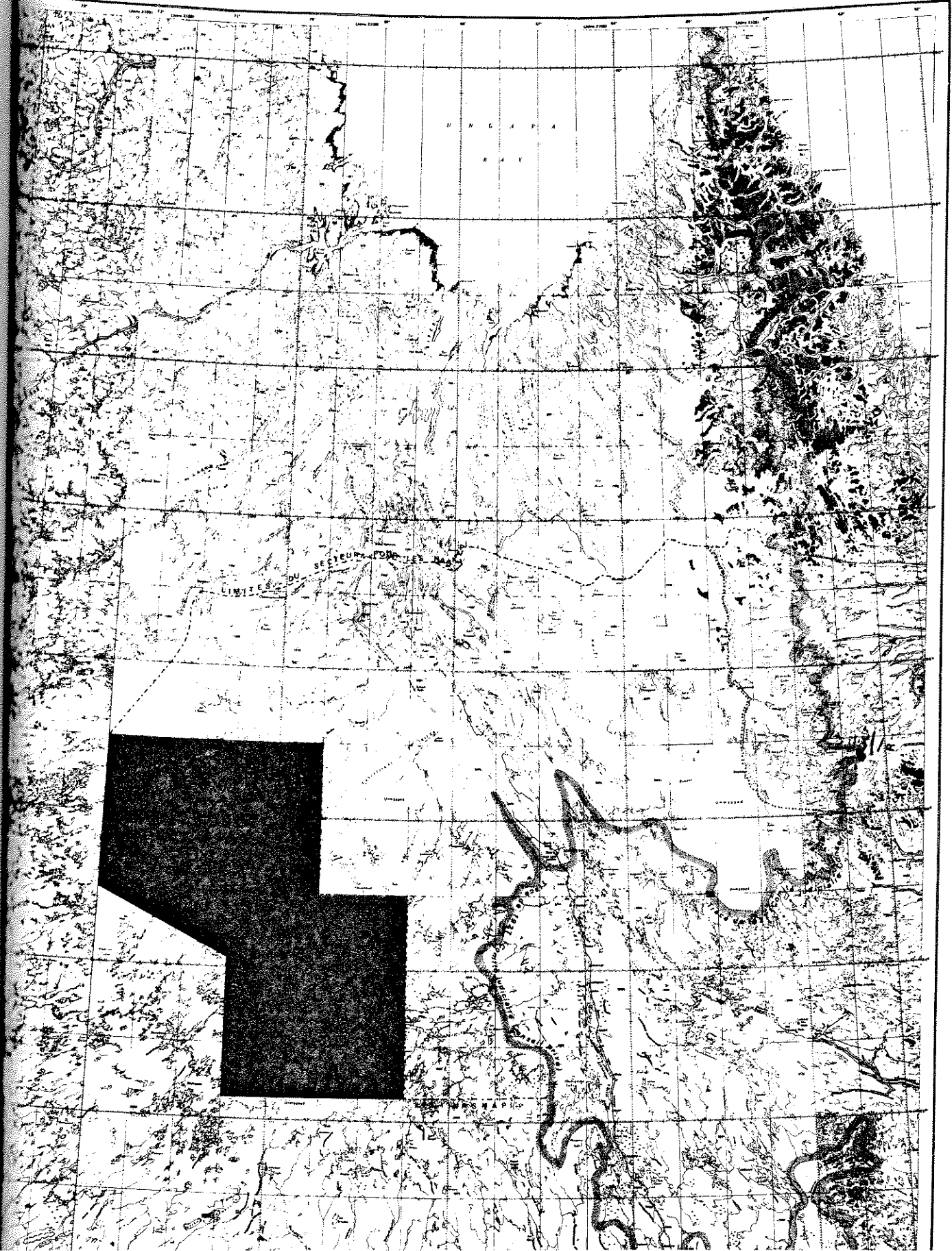
be given in writing to each of the other parties having an interest.

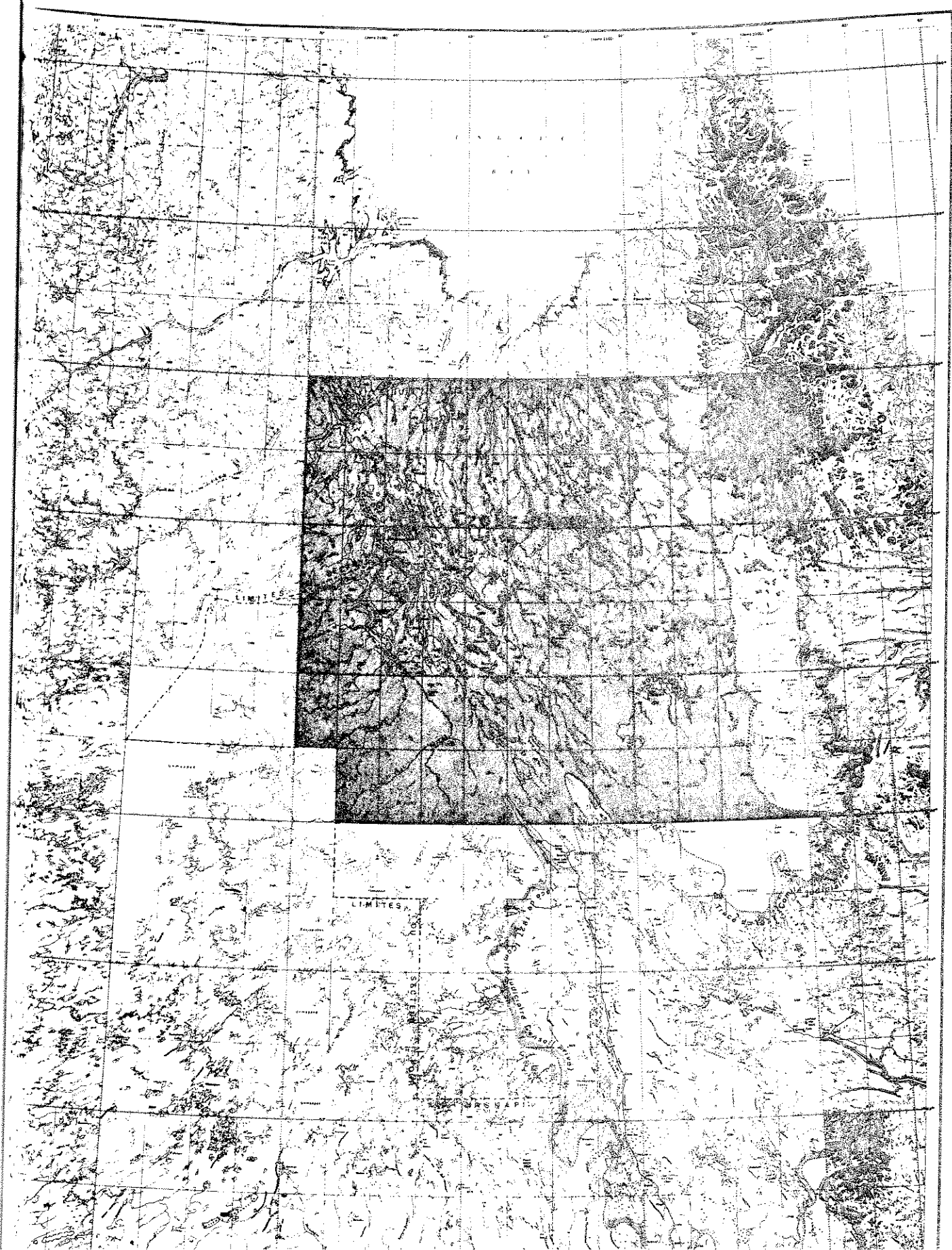
Legislation giving effect to such amendment, if required, shall be enacted only by l'Assemblée nationale in matters of provincial jurisdiction and only by Parliament in matters of federal jurisdiction.

# SECTEUR POUR LES NASKAPI

SCHEDULE 4







CONVENTION DE LA BAIE JAMES ET DU NORD QUÉBÉCOIS

JAMES BAY AND NORTHERN QUÉBEC AGREEMENT

SIGNATAIRES

\* \* \*

SIGNATORIES

CONVENTION COMPLÉMENTAIRE N° 1

COMPLEMENTARY AGREEMENT NO 1



SIGNÉE À QUÉBEC, LE 31 JANVIER 1978

SIGNED AT QUÉBEC, JANUARY 31, 1978

For the Grand Council of the Crees (of Québec)

*Billy Diamond*  
*Robert Kacivak*  
*Thos S. Kelchen*  
*Chief Phylis Caron*  
*Chief James Blackup*  
*Chief Henry Falley*  
*Chief Garrison Atkinson*

For the Northern Québec Inuit Association

*Mr. Simon*  
*Lillian [unclear]*  
 C T. AD  
*[Signature]*

Pour le gouvernement du Québec

*Claude Morin*

Claude Morin, ministre des Affaires intergouvernementales

*Yves Bérubé*

Yves Bérubé, ministre des Richesses naturelles

Pour la Société d'énergie de la Baie James

*Robert A. Boyd*

Robert A. Boyd, Président

Pour la Société de développement de la Baie James

*Charles Boulva*

Charles Boulva, Président

Pour la Commission hydroélectrique de Québec (Hydro-Québec)

*Robert A. Boyd*

Robert A. Boyd, Président

Pour le gouvernement du Canada

*J. Hugh Faulkner*

J. Hugh Faulkner, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien